

**GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN — GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 96 — 2416

[S - C - 29329]

25 JUILLET 1996. — Décret contenant le budget général des dépenses de la Communauté française pour l'année budgétaire 1997 (1)

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — *Dispositions générales*

Article 1^{er}. Des crédits non dissociés et des crédits dissociés destinés à couvrir les dépenses de la Communauté française de l'année budgétaire 1997 sont ouverts conformément aux programmes énumérés dans le tableau annexé au présent décret et dont la synthèse figure ci-après. Le même tableau donne l'estimation des dépenses à imputer en 1997 à charge des crédits variables.

TABLEAU RECAPITULATIF

(En millions de francs)

	Crédits non dissociés	Crédits dissociés		Crédits variables
		Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnement	
Budget du Ministère de la Culture et des Affaires sociales (tableau I)	28 760,0	529,3	617,1	1 454,6
Budget du Ministère de l'Éducation, de la Recherche et de la Formation (tableau II)	178 241,7	400,0	400,0	4 821,1
Budget de la Dette (tableau III)	9 184,7	—	—	—
Budget des Dotations à la Région wallonne et à la Commission communautaire française (tableau IV)	17 761,0	—	—	—
Total général	233 947,4	929,3	1 017,1	6 275,7

Ces crédits sont énumérés aux tableaux annexés au présent décret.

Dans les articles du présent décret, les abréviations suivantes sont utilisées :

"D.O." pour "division organique";

"A.B." pour "allocation de base".

Art. 2. Les indemnités pour frais funéraires, ainsi que les allocations de naissance, peuvent être liquidées de la même manière que les rémunérations des bénéficiaires.

Art. 3. Pendant l'année budgétaire 1997, les opérations des services à gestion séparée sont estimées aux sommes mentionnées dans leurs budgets respectifs annexés au présent décret.

Art. 4. L'article 45 des lois sur la comptabilité de l'Etat coordonnées le 17 juillet 1991 n'est pas d'application pour l'année budgétaire 1997 en ce qui concerne les fonds budgétaires figurant dans les sections particulières inscrites dans les tableaux ci-après.

Le mode de disposition des avoirs mentionnés sur les fonds et le mode de paiement des dépenses des services à gestion séparée sont indiqués en regard du numéro de l'article ou du littéra se rapportant à chacun d'eux.

Les fonds dont les dépenses sont soumises au visa préalable de la Cour des Comptes sont désignés par l'indice A.

Les fonds et comptes sur lesquels il est disposé à l'intervention du Gouvernement sont désignés par l'indice B.

Les fonds et comptes sur lesquels il est disposé directement par les comptables qui ont opéré les recettes sont désignés par l'indice C.

(1) Session 1995-1996.

Documents du Conseil. — N° 4-II-1, n° 1. Projet de décret, n° 2 à 4. Avis des commissions, n° 5. Rapport, n° 6. Amendements.

Comptes rendus intégraux. — Discussion. Séances des 16 et 19 juillet 1996. — Adoption. Séance du 25 juillet 1996.

Art. 5. Les agents contractuels subventionnés et le personnel relevant du Fonds budgétaire interdépartemental sont payés à l'intervention des crédits variables des tableaux annexés alimentés par la contribution de la Région wallonne et de la Région de Bruxelles Capitale :

— en ce qui concerne le Ministère de la Culture et des Affaires sociales (tableau I) : D.O. 31, allocation de base 11.06.01, D.O. 61, allocation de base 11.05.01 et D.O. 71, allocation de base 11.08.01;

— en ce qui concerne le Ministère de l'Education, de la Recherche et de la Formation (tableau II) : D.O. 40, allocation de base 11.09.90, D.O. 51, allocation de base 11.04.90, D.O.52, allocation de base 11.04.91, D.O. 53, allocation de base 11.04.50, D.O. 55, allocation de base 11.04.90 et D.O.56, allocation de base 11.04.60.

En cas de situation débitrice de ces allocations de base, des avances de trésorerie peuvent être octroyées dans la limite des montants attribués par les régions concernées.

Art. 6. Les intérêts débiteurs résultant de la gestion de la trésorerie dans le cadre du court terme, les montants à payer à l'échéance dans le cadre des émissions de papier commercial ainsi que les montants à payer à l'échéance dans le cadre de l'utilisation de produits dérivés avec le caissier, peuvent être prélevés d'office par le caissier sur les comptes *ad hoc* et font l'objet d'une régularisation à charge du budget général des dépenses.

Art. 7. Par dérogation à l'article 14, premier alinéa, de la loi du 29 octobre 1846 relative à l'organisation de la Cour des Comptes, les avances de fonds visées aux articles 16 et 28 peuvent servir à payer les rémunérations, les allocations et les indemnités de toutes espèces en faveur du personnel rétribué par la Communauté, ainsi que les créances résultant de marchés n'excédant pas 200 000 francs hors T.V.A., y compris les acquisitions d'œuvres d'art, ainsi que les secours et les allocations à caractère social, et les subventions inférieures à 125 000 francs.

Art. 8. Les dotations prévues au profit de la Région wallonne et de la Commission communautaire française, en application du décret 11 du 19 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, peuvent faire l'objet de liquidations par tranches d'avances mensuelles, selon la procédure des dépenses fixes.

Art. 9. Les dépenses relatives au service et au remboursement de la dette de la Communauté peuvent être effectuées selon la procédure des dépenses fixes.

Art. 10. Les crédits afférents aux programmes se rapportant aux frais de fonctionnement des administrations — appelés programmes de subsistance — comportent :

1° Les rémunérations et indemnités généralement quelconques du personnel actif et en disponibilité, les rémunérations ou salaires du personnel auxiliaire, les allocations pour fonctions supérieures et pour fonctions spéciales, les indemnités pour accidents du travail — en ce compris le paiement de ces indemnités à des membres de la famille de la victime en cas de décès — ainsi que les rémunérations ou salaires réduits du personnel temporaire ou auxiliaire;

2° Les dépenses permanentes pour achats de biens non durables et de services :

— Honoraires des avocats et des médecins — Frais de justice en matière d'affaires civiles, administratives et pénales — Jetons de présence, frais de route et de séjour de personnes étrangères aux administrations de la Communauté française

— Rémunérations d'experts étrangers à l'Administration et prestations de tiers;

— Dépenses de consommation relatives à l'occupation des locaux — en ce compris les dépenses de consommation énergétique " mazout, gaz, essence, électricité, charbon " et dépenses d'entretien — Frais de bureau, location d'équipement informatique, transport, impôts, rétributions, publications du département, formation professionnelle, habillement et autres menues dépenses d'administration;

— Indemnités généralement quelconques au personnel de la Communauté française pour charges réelles et dégâts matériels, frais de transport afférents aux voyages de service et primes d'assurance des délégués du département se rendant à l'étranger, intervention de la Communauté française dans le prix des abonnements sociaux.

3° Les dépenses exceptionnelles pour achat de biens non durables et de services, tels que les travaux et fournitures pour l'aménagement de nouveaux locaux et les frais de déménagement.

4° Les loyers des biens immobiliers des divers services du département, en ce compris les loyers, rétributions et indemnités dus à la Régie des Bâtiments.

5° Les autres dépenses relatives au fonctionnement des services dont la description détaillée est fournie dans le budget administratif.

6° Les indemnités aux tiers, victimes d'accidents dont la responsabilité incombe à la Communauté française ainsi que les divers frais de procédure se rapportant à ces accidents.

7° Les dépenses pour l'acquisition de biens meubles durables, machines, mobilier, matériel et moyens de transport terrestre.

Art. 11. Indépendamment des modifications de structure ou d'organisation des services du Gouvernement qui pourraient intervenir, les dépenses y relatives peuvent s'exécuter dans le cadre administratif et dans la structure budgétaire définie par le présent décret.

Art. 12. A l'exception des allocations de base de la division organique 10 du tableau I, des divisions organiques 01, 02, 03, 61 et 63 du tableau II et de la division organique 55 du tableau III de l'année budgétaire 1996, dont la transcodification est définie par la table de conversion fournie à l'annexe 1 des budgets administratifs des tableaux I et II, les soldes des crédits des allocations de base des tableaux II, III, IV et V de l'année budgétaire 1996 qui ont donné lieu à un engagement direct ou sur état estimatif et qui n'ont pas été ordonnancés avant le 31 décembre 1996, font l'objet d'un report à une allocation de base correspondante reprise respectivement au tableau I, II, III ou IV de la structure du budget de l'année 1997.

Art. 13. Les opérations de dépenses d'amortissement de la dette de la Communauté française peuvent être considérées comme des opérations de trésorerie.

En pareil cas, l'amortissement opéré ne détermine pas d'augmentation correspondante de la capacité d'emprunt de la Communauté.

Art. 14. Des redistributions d'allocations de base peuvent être effectuées, par application de l'article 15 des lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées par l'arrêté royal du 17 juillet 1991, afin de couvrir des créances arriérées. En pareil cas, l'allocation de base alimentée à cette fin fera l'objet d'une adaptation non récurrente de son libellé.

Art. 15. L'engagement et l'ordonnement des dépenses relatives aux rémunérations et aux subventions-traitements du mois de décembre 1996, imputables sur le budget de 1997, peuvent intervenir à dater de l'approbation du présent budget par le Conseil, afin d'en permettre le paiement au début du mois de janvier 1997.

CHAPITRE 2. — *Ministre de la culture et des affaires sociales*

Section 01. — Dispositions générales

Art. 16. Par dérogation à l'article 15 de la loi organique de la Cour des Comptes du 29 octobre 1846, des avances de fonds d'un montant maximum de 15 000 000 de francs peuvent être consenties à chacun des comptables extraordinaires.

Ce montant maximum est porté à 25 000 000 de francs pour les comptables extraordinaires du Secteur Secrétariat général, du Secteur Sport et du Secteur Infrastructure.

Art. 17. Le comptable extraordinaire de la Direction générale de la Culture et de la Communication (D.O. 65 — Audiovisuel) est autorisé à effectuer des paiements lors de missions à l'étranger dans le cadre de festivals et de marchés internationaux, dans la limite de 500 000 francs.

Art. 18. Le Ministre qui a l'Inspection médicale scolaire dans ses attributions est autorisé à accorder des avances en matière d'Inspection médicale scolaire selon le calendrier et les modalités qu'il détermine.

Art. 19. Le comptable du compte du crédit variable 12.33.01 de la division organique 73 (Fonds des Sports — Activités) est autorisé à alimenter le compte du crédit variable 11.05.01 de la division organique 73 (Fonds des Sports — Rémunérations) en fonction de ses liquidités.

Art. 20. Des avances de trésorerie peuvent être octroyées au crédit variable 11.05.01 de la division organique 73, à concurrence d'un montant équivalent, au maximum, au quart des dépenses annuelles de personnel.

Art. 21. Les dépenses effectuées à charge de l'allocation de base 33.06.11 de la division organique 25 peuvent couvrir le fonctionnement et le subventionnement des prestations d'années antérieures.

Art. 22. Tout engagement à prendre dans le chef de l'ouverture d'une ligne de crédit pour la réalisation d'un programme pluriannuel de gros investissement est soumis au visa du contrôleur des engagements et à la Cour des Comptes.

Art. 23. La ligne de crédit autorisée par l'article 19 du dispositif du décret du 21 décembre 1992 contenant le budget général des dépenses de la Communauté française de 1993 est prolongée jusqu'au 31 décembre 1997.

Art. 24. Dans les limites des allocations de base concernées, les subventions suivantes peuvent être accordées :

D.O. 21 — Affaires générales

Programme 1 — Subventions diverses

— Subvention à l'Académie royale de Médecine de Belgique

D.O. 22 — Médecine préventive

Programme 2 — Subventions et interventions diverses

— Subventions d'actions de prévention et de lutte contre les toxicomanies;

— Interventions dans le dépistage et la prophylaxie du cancer dans les centres anti-cancéreux (U.L.B. — U.C.L. — U.L.G.) et les centres régionaux fonctionnant sous leur contrôle;

— Subventions à des organismes d'éducation à la santé et de lutte contre la maladie;

— Subventions à la confédération des ligues de santé mentale;

— Subventions d'équipement allouées à des organismes ouvrant dans l'éducation à la santé, la prévention et le dépistage.

D.O. 25 — Enfance

Programme 1 — Subventions

— Subventions pour les frais de fonctionnement des centres de vacances;

— Subventions allouées dans le cadre de la politique de l'enfance.

D.O. 31 — Affaires générales du Secrétariat général

Programme 1 — Information et promotion de la Communauté française

— Subventions accordées à des associations ou organismes développant des activités d'information et de promotion de la Communauté française, de la démocratie et des droits de l'homme;

Programme 2 — C.G.R.I. — Subventions diverses

— Subventions allouées à des organismes développant des actions relatives à des matières de la compétence de la Communauté française.

Programme 3 — COCOF

— Dotation à la Commission communautaire française pour les matières culturelles.

D.O. 33 — Aide à la Jeunesse

- Programme 1 — Jeunes en danger et jeunes délinquants
- Subventions d'actions destinées à des jeunes défavorisés dans le cadre de l'opération " Eté-jeunes ";
 - Cofinancement pour un tiers, de projets " fonctionnement et personnel " et de projets " infrastructures " retenus dans le cadre du Fonds d'impulsion de la politique des immigrés;
 - Interventions dans les actions et initiatives alternatives et novatrices dans le secteur de l'Aide à la jeunesse;
 - Subventions ponctuelles aux organismes ouvrant dans le domaine de l'adoption.
- D.O. 61 — Affaires générales de la Culture et de la Communication
- Programme 1 — Initiatives et interventions diverses
- Subventions de soutien à la vie associative culturelle en F.B.A.;
 - Subventions pour des projets hors catégories traditionnelles regroupant des disciplines différentes sous forme d'événements exceptionnels;
 - Subsides à des recherches et études scientifiques dans le domaine socio-culturel;
 - Subventions d'aménagement et d'équipement pour les associations et organismes culturels;
 - Interventions en faveur d'entreprises favorisant la connaissance, la promotion et la production culturelle de la Communauté française;
 - Contribution au subventionnement des activités menées dans le cadre du Fonds d'impulsion à la politique des immigrés.
- Programme 2 — Centres culturels
- Subvention au Centre culturel de la Communauté française "Le Botanique";
 - Subvention au Palais des Beaux-Arts de Charleroi;
 - Subvention aux Halles de Schaerbeek — Centre culturel européen de la Communauté française;
 - Subvention pour les frais de fonctionnement et de rémunération du personnel de l'Association des centres culturels (A.C.C.).
- Programme 3 — Aides aux associations francophones des communes à statut linguistique spécial
- Subvention au Centre de rayonnement de la Culture française — A.S.B.L.
 - Subvention à l'Association Intercommunale Culturelle de Bruxelles — A.S.B.L.
- D.O. 62 — Promotion des Arts de la Danse
- Programme 1 — Initiatives et interventions diverses
- Subventions à des organismes philanthropiques s'occupant d'artistes;
 - Bourses à des artistes de théâtre, musiciens, danseurs;
 - Subvention à la Maison de spectacle;
 - Subvention aux organismes et lieux permanents de diffusions artistique et culturelle;
- Programme 2 — Théâtre
- Subventions aux théâtres, aux festivals d'art dramatique et aux associations de promotion ou de recherche théâtrales.
- Programme 3 — Musique
- Subvention à l'Opéra royal de Wallonie;
 - Subvention à l'Orchestre philharmonique de Liège;
 - Subventions diverses en matière musicale, aux activités musicales professionnelles et non professionnelles;
 - Subventions pour l'art lyrique, les orchestres, les festivals et organismes de promotion musicale.
- Programme 4 — Art de la danse
- Subvention au Centre chorégraphique de la Communauté française;
 - Subventions à la danse, aux festivals et aux organismes de promotion chorégraphique.
- D.O. 63 — Livre
- Programme 1 — Lecture publique
- Subventions destinées à soutenir des programmes de promotion et d'animation dans le cadre de la lecture publique;
 - Subventions destinées au programme d'équipement informatique des bibliothèques publiques reconnues;
 - Subventions aux associations et organismes de promotion de la lecture;
 - Subventions aux centres de documentation, aux centres d'archives privées et au Mundaneum.
- Programme 2 — Lettre française et promotion du livre
- Subvention à l'Académie royale de langue et de littérature françaises;
 - Subvention au Fonds national de la littérature;
 - Subventions aux Archives et musée de la littérature;
 - Bourses littéraires allouées aux écrivains et aux traducteurs littéraires;
 - Prix littéraires de la Communauté française;
 - Aides aux éditeurs littéraires de la Communauté française pour des collections patrimoniales et de création contemporaine;
 - Aides aux éditeurs de poésie et de théâtre;
 - Aides aux initiatives éditoriales mettant en valeur la spécificité du rapport texte-image;
 - Subsides aux associations de promotion et de diffusion des auteurs belges de langue française;
 - Subventions aux organismes de promotion de la poésie;
 - Subventions aux revues littéraires;
 - Aides pour la traduction des auteurs belges de langue française;
 - Aides aux éditeurs et libraires de la Communauté française ainsi qu'à leurs organismes représentatifs.
- Programme 3 — Lettres endogènes
- Aides aux revues littéraires et publications de haut niveau susceptibles de conserver la mémoire des langues wallonnes;
 - Aides aux enregistrements des langues wallonnes;
 - Prix de littérature dialectale;

Programme 4 — Langue française

— Subventions pour la promotion et la coordination des initiatives contribuant à la défense, l'illustration et l'enrichissement de la langue française;

- Aides aux publications scientifiques ou didactiques consacrées à la langue française ou à la francophonie;
- Aides aux recherches portant sur la langue française;
- Aides aux publications scientifiques de la langue française;

D.O. 64 — Jeunesse et Education permanente Programme 2 — Jeunesse

- Subventions extraordinaires aux organisations de jeunesse, aux centres de jeunes et diverses associations;
- Subventions d'activités dans le cadre des opérations "Ete-jeunes" et "Hiver-jeunes";
- Subventions aux centres de jeunes et associations développant des projets de création en milieu défavorisé;
- Subventions à des associations de jeunesse œuvrant dans l'alphabétisation.

Programme 3 — Education permanente

- Subvention et soutien des activités extraordinaires des organisations d'éducation permanente;
- Subventions à des associations d'éducation permanente;
- Subventions aux centres d'expression et de créativité;
- Subventions à des initiatives d'éducation permanente dans le domaine de l'alphabétisation;
- Subventions aux organisations de promotion socio-culturelle des travailleurs.

Programme 4 — Activités socio-culturelles

— Subventions destinées à promouvoir les actions de formation de cadres ou animateurs des organisations et institutions culturelles.

D.O. 65 — Audiovisuel

Programme 1 — Initiatives et interventions diverses — Intervention dans l'achat de matériel par les organismes ou associations d'audiovisuel.

Programme 2 — Cinéma et vidéo

— Subventions dans le domaine de l'audiovisuel.

Programme 3 — Radio et Télévision

— Subvention à la R.T.B.F.

— Subvention à la R.T.B.F. pour sa quote-part dans le financement de TV5.

Programme 4 — Presse

— Subvention à l'Union professionnelle de la presse belge (Maison de la Presse).

— Subvention à l'Association générale des journalistes professionnels belge.

D.O. 66 — Patrimoine et Arts plastiques**Programme 1 — Dépenses et subventions diverses**

— Subventions relatives à des expositions, publications, activités d'associations pour la défense et la mise en valeur du patrimoine culturel;

- Subventions aux services éducatifs francophones des musées nationaux de Belgique;
- Subventions aux musées;
- Subventions d'activités en faveur des arts plastiques;
- Subventions et bourses à des associations ou personnes pour la promotion des arts plastiques;
- Subventions à des associations ou à des institutions traitant de l'artisanat de création;
- Subventions en matière d'ethnologie et folklore;
- Aide aux artistes.

D.O. 73 — Education physique et Sports**Programme 2- Subventions diverses**

- Subvention pour la participation des athlètes francophones aux Jeux Olympiques
- Subvention en faveur de l'A.S.B.L. " Jeunesses maritimes "
- Subvention à l'A.S.B.L. "Clearing House";
- Subvention pour la gestion des centres sportifs.

*Section 02***Titre VII. — Organismes d'intérêt public**

Art. 25. Est approuvé le budget du Commissariat général aux Relations internationales pour l'année budgétaire 1997 annexé au présent décret.

Art. 26. Est approuvé le budget de l'Agence de Prévention du Sida pour l'année budgétaire 1997 annexé au présent décret.

Section 03. — Service à gestion séparée

Art. 27. Est approuvé le budget du Centre du Cinéma et de l'Audiovisuel pour l'année budgétaire 1997 annexé au présent décret.

CHAPITRE 3. — Ministère de l'éducation, de la recherche et de la formation*Section 01. — Dispositions générales*

Art. 28. Par dérogation à l'article 15 de la loi du 29 octobre 1846 relative à l'organisation de la Cour des Comptes :

1. Des avances de fonds d'un montant maximum de 15 000 000 de francs peuvent être consenties aux comptes extraordinaires des services administratifs du département, des cabinets, des services extérieurs, ainsi que des services à gestion séparée.

2. Des avances de fonds d'un montant maximum de 25 000 000 de francs peuvent être consenties au comptable extraordinaire de l'Economat relevant de la Direction générale des Personnels, des Statuts et de l'Organisation administrative.

3. Des avances de fonds d'un montant maximum de 25 000 000 de francs peuvent être consenties aux comptables des Fonds des Bâtiments scolaires de la Communauté française.

4. Ces plafonds peuvent être adaptés pour certains comptables sur décision du Gouvernement de la Communauté française.

Art. 29. Le comptable extraordinaire de la Direction générale de l'Enseignement préscolaire et de l'Enseignement primaire est autorisé à payer au moyen des fonds avancés, l'intervention de la Communauté dans les frais de pension des enfants dont les parents n'ont pas de résidence fixe et confiés par leurs parents soit à un internat de l'enseignement officiel subventionné, soit à un internat de l'enseignement libre subventionné. En outre, il est autorisé à payer cette intervention sous forme d'avances trimestrielles.

Le comptable extraordinaire de la Direction générale de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique est autorisé à payer, au moyen de fonds avancés, les bourses de voyage et les prix en espèce octroyés aux lauréats de concours universitaires. En outre, il est autorisé à payer, de la même manière, les frais de voyage des personnes qui viennent de l'étranger ou qui s'y rendent.

Art. 30. Les dépenses afférentes aux frais de fonctionnement et d'équipement des écoles, des centres psychomédico-sociaux ainsi que des cabinets de consultation et d'inspection médicale scolaire établis sur le territoire de la République fédérale d'Allemagne et à réaliser sur place par les services relevant de la Défense nationale, peuvent être effectuées conformément aux règles en vigueur dans la République fédérale et faire l'objet d'ordonnances d'ouverture de crédit quel que soit leur montant, au profit d'un comptable extraordinaire désigné par le Ministre de la Défense nationale avec l'accord du Gouvernement de la Communauté française auquel il transmet le compte de l'utilisation des fonds avancés.

Art. 31. Par dérogation à l'article 143, premier alinéa, des lois sur la comptabilité de l'Etat coordonnées le 17 juillet 1991, les Ministres compétents peuvent autoriser les responsables de la gestion financière des écoles et des centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française, à gestion séparée, à procéder à la vente des objets mobiliers mis à leur disposition lorsque ceux-ci ne peuvent plus être employés.

Art. 32. Les crédits non dissociés relatifs aux allocations de base 11.03, 43.01 et 44.01 de la D.O. 56 peuvent couvrir des dépenses se rapportant à des années budgétaires antérieures.

Art. 33. Les dépenses relatives aux allocations d'études et aux prêts d'études sont imputées à la division organique 97 et peuvent être liquidées sous forme de dépenses fixes.

Art. 34. Les subventions-traitements des membres du personnel des enseignements préscolaire et primaire, secondaire, supérieur non universitaire, spécial et de promotion sociale, de l'enseignement artistique et des centres psycho-médico-sociaux, peuvent être liquidées sous forme de dépenses fixes.

Art. 35. Les allocations de base relatives au paiement des rémunérations et des subventions-traitements repris au tableau II du présent décret peuvent supporter le paiement d'avances à l'Office national des allocations familiales des travailleurs salariés concernant les allocations familiales dues au personnel enseignant et les frais y afférents.

Les dépenses visées à l'alinéa précédent peuvent être liquidées sous forme de dépenses fixes.

Art. 36. Les dépenses relatives aux allocations octroyées aux maîtres de stages dans l'enseignement fondamental peuvent être imputées sur les allocations de base de la division organique 51 relatives aux traitements et subventions-traitements des réseaux concernés.

Les dépenses visées à l'alinéa précédent peuvent être liquidées sous forme de dépenses fixes.

Art. 37. Les remboursements relatifs au contentieux en matière de droits d'inscription spécifiques payés par les élèves et étudiants visés aux articles 58 et suivants de la loi du 21 juin 1985 concernant l'enseignement peuvent être imputés sur les allocations de base relatives au paiement des dotations ou subventions de fonctionnement des établissements fréquentés par les élèves ou étudiants susvisés.

Art. 38. Les subventions octroyées en 1996 à charge de l'allocation de base 33.01.02 de la division organique 89 peuvent couvrir des dépenses afférentes à l'année budgétaire 1997.

Art. 39. Par dérogation à l'article 34 des lois sur la comptabilité de l'Etat coordonnées le 17 juillet 1991, les soldes créditeurs des ordonnances d'ouvertures de crédits, émises à charge d'exercices budgétaires antérieurs, consenties au profit du comptable extraordinaire désigné en vue d'effectuer les dépenses afférentes aux frais de fonctionnement et d'équipement des écoles, des centres psychomédico-sociaux ainsi que des cabinets de consultation et d'inspection médicale scolaire établis sur le territoire de la République fédérale d'Allemagne, peuvent servir à honorer des engagements et des dépenses relatifs à l'année budgétaire 1997.

Art. 40. Dans le cadre de la désignation de chargés de missions dans les centres de formation, les centres techniques et les centres de dépaysement et de plein air de la Communauté française visés par l'article 83 de la loi de redressement du 31 juillet 1984, modifié par le décret du 27 décembre 1993, le Gouvernement de la Communauté française est habilité à transférer des allocations de base « traitement » vers la dotation des services concernés, le montant relatif aux traitements des chargés de missions. Ces montants seront inscrits en recettes dans les comptes du service à gestion séparée de la Communauté

Art. 41. Par dérogation à l'article 15 des lois sur la comptabilité de l'Etat coordonnées par l'arrêté royal du 17 juillet 1991, le Ministre ayant l'Enseignement supérieur dans ses attributions peut, avec l'accord du Ministre du Budget, opérer des transferts de crédits au sein de la Division organique 55, entre les allocations de base reprises aux programmes 2, 3, 4, 5, 6 et 7.

Art. 42. Le Gouvernement est confirmé, en 1997, dans son habilitation à octroyer sa garantie aux emprunts contractés par les sociétés de droit public d'administration des bâtiments scolaires de l'enseignement organisé par les pouvoirs publics, à concurrence des montants non utilisés de l'autorisation ayant fait l'objet du décret du 6 décembre 1993 autorisant le Gouvernement de la Communauté française à garantir les emprunts contractés par les sociétés susvisées et dans les conditions prévues par le décret en question.

Art. 43. Dans les limites des allocations de base concernées, les subventions suivantes peuvent être accordées :

D.O. 40 — Secrétariat général et services communs

Programme 0 — Subsistance Administration

Allocations et subventions dans le cadre de l'action sociale du Département en faveur des enseignants et du personnel administratif.

D.O. 40 — Secrétariat général et services communs

Programme 5 — Cellule de pilotage — Activités interréseaux — Z.E.P. — F.I.P.I. — Fondations — Legs et prix —

Divers

1. Interventions diverses en vue de la lutte contre l'échec scolaire.

2. Financement d'actions ou de formation et de réinsertion socio-professionnelle.

3. Dépenses de toute nature liées aux actions menées dans les écoles dans le cadre des Z.E.P. et du F.I.P.I.

D.O. 40 — Secrétariat général et services communs

Programme 7 — Collaboration aux institutions internationales — Divers

1. Interventions, subventions et contributions diverses dans le cadre de la collaboration entre le Département et diverses institutions internationales.

2. Intervention en faveur du Commissariat général aux relations internationales.

D.O. 51 — Enseignement préscolaire et enseignement primaire

Programme 7 — Fonctionnement des écoles primaires libres subventionnées

Subventions à des organismes ayant pour but l'enseignement en langue française.

D.O. 51 — Enseignement préscolaire et enseignement primaire

Programme 8 — Lutte contre l'échec scolaire — Subventions diverses

Financement d'actions dans le cadre de la lutte contre l'échec scolaire, et en vue d'améliorer l'apprentissage de base dans le fondamental (paiement du personnel et des frais de fonctionnement).

D.O. 52 — Enseignement secondaire

Programme 8 — Lutte contre l'échec scolaire — Divers

1. Financement d'actions dans le cadre de la lutte contre l'échec scolaire et d'initiatives développées en vue de rencontrer les problèmes de violence dans les écoles et la mise en œuvre de mesures de discrimination positive.

2. Subvention à l'A.S.B.L. " Carrefour Economie Technologie Enseignement".

3. Financement d'actions pour les relations entre les écoles, les médias et les théâtres ainsi que pour l'information à la solidarité et la démocratie, et la formation des délégués d'élèves.

D.O. 54 — Enseignement universitaire

Programme 1 — Universités de la Communauté

Subventions au Centre hospitalier universitaire en vue de couvrir des charges exceptionnelles et de contribuer au financement des investissements immobiliers et de gros équipement

D.O. 54 — Enseignement universitaire

Programme 2 — Universités libres

Subvention à l'Institut universitaire d'études du Judaïsme Martin Buber.

D.O. 54 — Enseignement universitaire

Programme 4 — Subventions diverses

Subventions au Centre interuniversitaire de Formation de Formation permanente à Charleroi, au Centre universitaire de Charleroi et à l'Institut polytechnique de Charleroi.

D.O. 54 — Enseignement universitaire

Programme 5 — Enseignement universitaire

1. Subventions relatives à la promotion de l'Enseignement supérieur universitaire.

2. Subventions en vue du paiement des frais de fonctionnement du Centre de recherche métallurgique.

3. Subvention au Collège interuniversitaire d'Etudes doctorales dans les sciences du Management.

4. Subvention à l'agence Erasmus.

D.O. 55 — Enseignement supérieur non universitaire

Programme 8 — Enseignement supérieur non universitaire

1. Subventions relatives à la promotion de l'Enseignement supérieur non universitaire et promotion d'actions de nature à favoriser le développement de l'enseignement supérieur.

2. Subventions relatives à l'Enseignement supérieur non universitaire dans le cadre de la création des grandes écoles.

D.O. 83 — Enseignement artistique

Programme 1 — Initiatives et subventions diverses

1. Subventions destinées à couvrir les frais de fonctionnement à l'Académie d'été de Wallonie.

2. Subventions à des associations diverses œuvrant dans le domaine de l'enseignement artistique — Enseignement de la Communauté.

D.O. 83 — Enseignement artistique

Programme 3 — Fonctionnement des établissements d'enseignement supérieur officiels subventionnés

Subventions à des associations diverses œuvrant dans le domaine de l'enseignement artistique — Enseignement officiel subventionné.

D.O. 83 — Enseignement artistique

Programme 4 — Fonctionnement des établissements d'enseignement supérieur libres subventionnés

Subventions à des associations diverses œuvrant dans le domaine de l'Enseignement artistique — Enseignement libre subventionné.

- D.O. 83 — Enseignement artistique
Programme 6 — Fonctionnement des établissements d'enseignement à horaire réduit officiels subventionnés
Subventions pour des expérimentations pédagogiques dans les établissements d'enseignement à horaire réduit officiels subventionnés.
- D.O. 83 — Enseignement artistique
Programme 7 — Fonctionnement des établissements d'enseignement à horaire réduit libres subventionnés
Subventions pour des expérimentations pédagogiques dans les établissements d'enseignement à horaire réduit libres subventionnés.
- D.O. 89 — Bâtiments scolaires
Programme 0 — Fonctionnement du Fonds des Bâtiments scolaires et des institutions succédant au Fonds national de garantie
1. Subsidés destinés aux travaux urgents de remise en état de locaux de bâtiments scolaires.
 2. Subventions aux sociétés immobilières créées par le décret du 5 juillet 1993.
- D.O. 91 — Organisation des études
Programme 2 — Organisation des études — Structures — Programmes — Activités de formation, recherches et information — Etablissements de la Communauté française
1. Subvention à l'A.S.B.L. " Sport, Culture, Ecole et Solidarité (S.C.E.S.) 1. à Bruxelles.
 2. Subvention à l'A.S.B.L. — Fédération sportive de l'Enseignement de la Communauté.
- D.O. 92 — Organisation des études
Programme 3 — Activités générales — Recherches et enquêtes
1. Subventions pour des publications à caractère pédagogique.
 2. Subventions au service de pédagogie expérimentale de l'Université de Liège.
 3. Subventions en faveur de la recherche scientifique fondamentale collective destinée aux recherches en éducation (initiative ministérielle).
 4. Frais de recherches, enquêtes, frais d'études et dépenses de toute nature en relation avec la politique de l'Enseignement.
- D.O. 94 — Académie royale des Sciences, des Lettres et des Beaux-Arts de Belgique
Programme 1 — Subventions diverses
Subventions diverses en vue de couvrir le financement des prix, des concours, des missions à l'étranger, des frais de colloques.
- D.O. 95 — Recherche scientifique
Programme 1 — Subventions A.S.B.L. ou assimilés
1. Subventions en vue d'assurer le financement de congrès et de colloques en Belgique organisés par des institutions de langue française.
 2. Subventions à l'Institut historique belge de Rome, à l'Ecole française d'Athènes et aux stations de recherche à l'étranger.
 3. Subventions en vue d'assurer la souscription à certains ouvrages et de financer des publications scientifiques périodiques.
 4. Subventions à diverses associations scientifiques et universitaires.
 5. Subventions en vue de favoriser la coopération scientifique entre laboratoires, services et départements d'institutions belges de langue française et d'institutions étrangères.
- D.O. 95 — Recherche scientifique
Programme 2 — Subventions diverses
1. Subventions en faveur de la Recherche scientifique fondamentale collective — Initiative ministérielle; ancien fonds 60.21A.
 2. Subventions en faveur de la Recherche scientifique fondamentale collective — Initiative des chercheurs.
- D.O. 95 — Recherche scientifique
Programme 3 — Recherche scientifique
1. Dépenses de personnel et de fonctionnement résultant de la participation de la Belgique à des activités internationales de politique scientifique.
 2. Subventions en vue d'assurer le financement de congrès et de colloques en Belgique organisés par des institutions de langue française (pour mémoire).
 3. Subvention à l'Aquarium DUBUISSON.
 4. Subventions en vue d'assurer le financement des prix et des bourses et la participation à des activités et manifestations scientifiques.
 5. Subventions pour des études et des actions de diffusion des connaissances scientifiques.
 6. Subventions aux associations de parents et d'étudiants.
 7. Subventions à des jeunes chercheurs et étudiants universitaires — Voyages à l'étranger en groupe.
 8. Subventions aux professeurs et membres du personnel académique pour missions scientifiques à l'étranger.
 9. Subventions au Fonds dans le cadre du plan d'expansion.
 10. Subsidés pour la recherche médicale (F.R.S.M.).
 11. Subvention à l'Institut interuniversitaire des Sciences nucléaires (I.I.S.N.).
 12. Subventions aux Centres de génétique humaine reconnus.
 13. Subventions au Fonds pour la Formation à la Recherche dans l'Industrie et dans l'Agriculture (F.R.I.A.).
 14. Subvention à des programmes de recherches concertés en sciences fondamentales et à des activités scientifiques de services publics dans le cadre d'un programme national où sont reprises quelques disciplines d'intérêt exceptionnel pour le développement scientifique, culturel, économique et social de la nation.
 15. Subsidés destinés à assurer le financement des Fonds spéciaux pour la Recherche dans les institutions universitaires.

Section 02

Titre IV. — Section particulière

Art. 44. Les opérations effectuées sur les fonds budgétaires figurant à la section particulière du tableau III du présent décret sont évaluées respectivement en recettes à 2 373,5 millions de francs; en dépenses à 2 575,0 millions de francs.

Art. 45. L'article 66.48 B "Fonds pour la qualification agricole" perçoit les aides accordées par le Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (FEOGA) en vue de concourir au financement des activités exécutées en matière de formation professionnelle de personnes travaillant dans l'agriculture.

Art. 46. Les dépenses du Fonds budgétaire des Bâtiments scolaires de la Communauté française et du Fonds des Bâtiments scolaires de l'enseignement officiel subventionné s'effectuent à l'intervention de fonds ouverts à la section particulière du budget sous les articles 60.53 A et 60.54 A, sous l'autorité directe et exclusive du Ministre du Budget des Finances et de la Fonction publique.

Un contrôle des engagements est organisé pour les dépenses relatives au Fonds budgétaire des Bâtiments scolaires de la Communauté française.

Les dépenses des organismes visés au présent article s'effectuent dans la limite des moyens budgétaires mis à leur disposition, lesquels supporteront les dépenses de personnel, de fonctionnement administratif et général.

Section 03. — Services à gestion séparée

Art. 47. Sont approuvés :

— Les budgets agréés des services de la Communauté à gestion séparée de l'Enseignement de la Communauté;

Les budgets agréés des services de la Communauté à gestion séparée par les centres P.M.S. de l'enseignement de la Communauté;

Le budget des établissements d'instruction ressortissant au Ministère de l'Education — Fonds d'exploitation (Ferme de la Faculté des Sciences agronomiques de Gembloux);

Le budget du Centre technique de l'enseignement de la Communauté française — Frameries;

Le budget du Centre d'auto-formation et de formation continuée — Tihange.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 25 juillet 1996.

La Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française chargée de l'Education, de l'Audiovisuel, de l'Aide à la Jeunesse, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé,
Mme L. ONKELINX

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, du Sport et des Relations internationales,
J.-P. GRAFE

Le Ministre de la Culture et de l'Education permanente,
Ch. PICQUE

Le Ministre du Budget, des Finances et de la Fonction publique,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

TABLEAU I

(F — 29329)

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES AFFAIRES SOCIALES

(En millions de francs)

	Crédits non dissociés	Crédits dissociés		Crédits variables
		Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnement	
CONSEIL DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE				
DIVISION ORGANIQUE 01				
Dotation au Conseil de la Communauté française				
Programme 1	Dotation au Conseil de la Communauté française	472,0	—	—
	Totaux pour la Division 01	472,0	—	—
SECTEUR CABINETS DU GOUVERNEMENT DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE				
DIVISION ORGANIQUE 02				
Cabinet de la Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française, chargée de l'Éducation, de l'Audiovisuel, de l'Aide à la jeunesse, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé				
Programme 0	Subsistance	207,2	—	—
	Totaux pour la Division organique 02	207,2	—	—
DIVISION ORGANIQUE 03				
Cabinet du Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, du Sport et des Relations internationales				
Programme 0	Subsistance	181,0	—	—
	Totaux pour la Division organique 03	181,0	—	—
DIVISION ORGANIQUE 04				
Cabinet du Ministre de la Culture et de l'Éducation permanente				
Programme 0	Subsistance	99,0	—	—
	Totaux pour la Division organique 04	99,0	—	—

(En millions de francs)

		Crédits non dissociés	Crédits dissociés		Crédits variables
			Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnement	
DIVISION ORGANIQUE 05					
Cabinet du Ministre du Budget, des Finances et de la Fonction publique					
Programme 0	Subsistance	134,0	—	—	—
Totaux pour la Division organique 05		134,0	—	—	—
SECTEUR SANTE					
DIVISION ORGANIQUE 21					
Affaires générales					
Programme 0	Subsistance	2,2	—	—	—
Programme 1	Subventions diverses	4,8	—	—	—
Totaux pour la Division organique 21		7,0	—	—	—
DIVISION ORGANIQUE 22					
Médecine préventive					
Programme 1	Actions diverses	78,3	—	—	—
Programme 2	Subventions et interventions diverses	432,9	—	—	—
Totaux pour la Division organique 22		511,2	—	—	—
DIVISION ORGANIQUE 24					
Inspection médicale scolaire					
Programme 0	Subsistance	565,6	—	—	—
Totaux pour la Division organique 24		565,6	—	—	—
DIVISION ORGANIQUE 25					
Enfance					
Programme 1	Subventions	4 427,0	—	—	—
Fonds de subventionnement aux centres de vacances (A)					
	— Solde au 1 ^{er} janvier 1997	—	—	—	—
	— Recettes de l'année en cours	—	—	—	—
	— Disponible pour 1997	—	—	—	—
	— Dépenses de l'année en cours	—	—	—	—
	— Solde au 31 décembre 1997	—	—	—	—
Totaux pour la Division organique 25		4 427,0	—	—	—

(En millions de francs)

		Crédits non dissociés	Crédits dissociés		Crédits variables
			Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnement	
SECTEUR SECRETARIAT GENERAL					
DIVISION ORGANIQUE 31					
Affaires générales					
Programme 0	Subsistance	2 935,4	—	—	—
	Fonds destiné à rémunérer les agents contractuels subventionnés attachés au Ministère de la Culture et des Affaires sociales (A)				
	— Solde au 1 ^{er} janvier 1997	—	—	—	—
	— Recettes de l'année en cours	—	—	—	33,6
	— Disponible pour 1997	—	—	—	33,6
	— Dépenses de l'année en cours	—	—	—	33,6
	— Solde au 31 décembre 1997	—	—	—	—
Programme 1	Information et promotion de la Communauté française	21,5	—	—	—
Programme 2	C.G.R.I. — Subventions diverses	700,5	—	—	—
Programme 3	COCOF	345,0	—	—	—
Totaux pour la Division organique 31		4 002,4	—	—	33,6
DIVISION ORGANIQUE 32					
Economat					
Programme 0	Subsistance	288,1	—	—	—
Totaux pour la Division organique 32		288,1	—	—	—
DIVISION ORGANIQUE 33					
Aide à la jeunesse					
Programme 0	Subsistance	141,9	—	—	—
Programme 1	Jeunes en danger et jeunes délinquants	5 515,0	—	—	—
	Fonds destiné à subventionner des actions et des mesures d'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse (A)				
	— Solde au 1 ^{er} janvier 1997	—	—	—	—
	— Recettes de l'année en cours	—	—	—	211,8
	— Disponible pour 1997	—	—	—	211,8
	— Dépenses de l'année en cours	—	—	—	211,8
	— Solde au 31 décembre 1997	—	—	—	—
Totaux pour la Division organique 33		5 656,9	—	—	211,8

(En millions de francs)

	Crédits non dissociés	Crédits dissociés		Crédits variables
		Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnement	
DIVISION ORGANIQUE 34				
Aide sociale spécialisée				
Programme 1	Délinquants et handicapés sociaux	169,2	—	—
Totaux pour la Division organique 34		169,2	—	—

SECTEUR INFRASTRUCTURE**DIVISION ORGANIQUE 38****Infrastructure**

Programme 0	Subsistance	3,8	—	—	—
Programme 1	Charges d'emprunt, investissements et subventions pour investissements	57,0	78,4	80,0	—
Programme 2	Charges d'emprunt, investissements et subventions pour investissements de la Culture	69,0	251,0	334,2	—
Fonds des infrastructures culturelles (A)					
	— Solde au 1 ^{er} janvier 1997	—	—	—	—
	— Recettes de l'année en cours	—	—	—	15,0
	— Disponible pour 1997	—	—	—	15,0
	— Dépenses de l'année en cours	—	—	—	15,0
	— Solde au 31 décembre 1997	—	—	—	—
Programme 3	Charges d'emprunt, investissements et subventions pour investissements du Sport	—	199,9	202,9	—
Totaux pour la Division organique 38		129,8	529,3	617,1	15,0

SECTEUR CULTURE ET COMMUNICATION**DIVISION ORGANIQUE 61****Affaires générales**

Programme 0	Subsistance	74,1	—	—	—
Fonds destiné à l'exécution de l'arrêté royal n° 25 du 24 mars 1982 créant un programme de promotion de l'emploi dans le secteur non marchand (secteur culturel) (A)					
	— Solde au 1 ^{er} janvier 1997	—	—	—	—
	— Recettes de l'année en cours	—	—	—	450,0
	— Disponible pour 1997	—	—	—	450,0
	— Dépenses de l'année en cours	—	—	—	450,0
	— Solde au 31 décembre 1997	—	—	—	—

(En millions de francs)

	Crédits non dissociés	Crédits dissociés		Crédits variables
		Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnement	
Fonds d'exploitation du centre culturel « Marcel Hicter » à la Marlagne (C)				
— Solde au 1 ^{er} janvier 1997	—	—	—	—
— Recettes de l'année en cours	—	—	—	16,0
— Disponible pour 1997	—	—	—	16,0
— Dépenses de l'année en cours	—	—	—	16,0
— Solde au 31 décembre 1997	—	—	—	—
Fonds du service d'intendance du centre de formation socio-culturelle de Rossignol (C)				
— Solde au 1 ^{er} janvier 1997	—	—	—	—
— Recettes de l'année en cours	—	—	—	3,0
— Disponible pour 1997	—	—	—	3,0
— Dépenses de l'année en cours	—	—	—	3,0
— Solde au 31 décembre 1997	—	—	—	—
Fonds du service d'intendance du centre de formation socio-culturelle de Séroule (C)				
— Solde au 1 ^{er} janvier 1997	—	—	—	—
— Recettes de l'année en cours	—	—	—	2,0
— Disponible pour 1997	—	—	—	2,0
— Dépenses de l'année en cours	—	—	—	2,0
— Solde au 31 décembre 1997	—	—	—	—
Programme 1	Initiatives et interventions diverses	166,1	—	—
Fonds de remploi des indemnités pour dommages causés au matériel fourni en prêt et du produit des prêts payants (A)				
— Solde au 1 ^{er} janvier 1997	—	—	—	—
— Recettes de l'année en cours	—	—	—	5,0
— Disponible pour 1997	—	—	—	5,0
— Dépenses de l'année en cours	—	—	—	5,0
— Solde au 31 décembre 1997	—	—	—	—
Fonds des actions communes de l'Exécutif avec le soutien du F.I.P.I. (C)				
— Solde au 1 ^{er} janvier 1997	—	—	—	—
— Recettes de l'année en cours	—	—	—	—
— Disponible pour 1997	—	—	—	—
— Dépenses de l'année en cours	—	—	—	—
— Solde au 31 décembre 1997	—	—	—	—

(En millions de francs)

	Crédits non dissociés	Crédits dissociés		Crédits variables
		Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnement	
Fonds des actions culturelles (B)				
— Solde au 1 ^{er} janvier 1997	—	—	—	—
— Recettes de l'année en cours	—	—	—	—
— Disponible pour 1997	—	—	—	—
— Dépenses de l'année en cours	—	—	—	—
— Solde au 31 décembre 1997	—	—	—	—
Fondations, donations, legs et prix (B)				
— Solde au 1 ^{er} janvier 1997	—	—	—	—
— Recettes de l'année en cours	—	—	—	—
— Disponible pour 1997	—	—	—	—
— Dépenses de l'année en cours	—	—	—	—
— Solde au 31 décembre 1997	—	—	—	—
Programme 2 Centres culturels	420,3	—	—	—
Programme 3 Aide aux associations francophones des communes à statut linguistique spécial	10,5	—	—	—
Totaux pour la Division organique 61	671,0	—	—	476,0
DIVISION ORGANIQUE 62				
Promotion des Arts de la scène				
Programme 1 Initiatives et interventions diverses	76,2	—	—	—
Programme 2 Théâtre	914,3	—	—	—
Programme 3 Musique	761,6	—	—	—
Programme 4 Art de la danse	144,2	—	—	—
Totaux pour la Division organique 62	1 896,3	—	—	—
DIVISION ORGANIQUE 63				
Livre				
Programme 1 Lecture publique	370,9	—	—	—
Fonds des centres de Lecture publique de la Communauté française, de la bibliothèque publique centrale de la Communauté française ainsi que du Centre de la Lecture publique de la Communauté française (C)				
— Solde au 1 ^{er} janvier 1997	—	—	—	—
— Recettes de l'année en cours	—	—	—	2,2
— Disponible pour 1997	—	—	—	2,2
— Dépenses de l'année en cours	—	—	—	2,2
— Solde au 31 décembre 1997	—	—	—	—

(En millions de francs)

	Crédits non dissociés	Crédits dissociés		Crédits variables
		Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnement	
Programme 2 Lettres française et promotion du livre	117,8	—	—	—
Fonds de l'édition du Livre (B)				
— Solde au 1 ^{er} janvier 1997	—	—	—	—
— Recettes de l'année en cours	—	—	—	5,6
— Disponible pour 1997	—	—	—	5,6
— Dépenses de l'année en cours	—	—	—	5,6
— Solde au 31 décembre 1997	—	—	—	—
Fonds d'aide à la diffusion (B)				
— Solde au 1 ^{er} janvier 1997	—	—	—	—
— Recettes de l'année en cours	—	—	—	0,6
— Disponible pour 1997	—	—	—	0,6
— Dépenses de l'année en cours	—	—	—	0,6
— Solde au 31 décembre 1997	—	—	—	—
Programme 3 Lettres endogènes	2,5	—	—	—
Programme 4 Langue française	8,8	—	—	—
Totaux pour la Division organique 63	500,0	—	—	8,4

DIVISION ORGANIQUE 64

Jeunesse et Education permanente

Programme 1 Initiatives et interventions diverses	0,5	—	—	—
Programme 2 Jeunesse	396,7	—	—	—
Programme 3 Education permanente	645,0	—	—	—
Programme 4 Activités socio-culturelles	41,3	—	—	—
Fonds pour la formation socio-culturelle (C)				
— Solde au 1 ^{er} janvier 1997	—	—	—	—
— Recettes de l'année en cours	—	—	—	0,3
— Disponible pour 1997	—	—	—	0,3
— Dépenses de l'année en cours	—	—	—	0,3
— Solde au 31 décembre 1997	—	—	—	—
Totaux pour la Division organique 64	1 083,5	—	—	0,3

(En millions de francs)

	Crédits non dissociés	Crédits dissociés		Crédits variables
		Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnement	
DIVISION ORGANIQUE 65				
Audiovisuel				
Programme 0	Subsistance	1,2	—	—
Programme 1	Initiatives et interventions diverses	8,2	—	—
Programme 2	Cinéma et vidéo	554,6	—	—
Programme 3	Radio et télévision	6 410,8	—	—
	Fonds d'aide à la création radiophonique (B)			
	— Solde au 1 ^{er} janvier 1997	—	—	—
	— Recettes de l'année en cours	—	—	9,5
	— Disponible pour 1997	—	—	9,5
	— Dépenses de l'année en cours	—	—	9,5
	— Solde au 31 décembre 1997	—	—	—
Programme 4	Presse	40,9	—	—
	Fonds de développement à la presse écrite (A)			
	— Solde au 1 ^{er} janvier 1997	—	—	—
	— Recettes de l'année en cours	—	—	170,0
	— Disponible pour 1997	—	—	170,0
	— Dépenses de l'année en cours	—	—	170,0
	— Solde au 31 décembre 1997	—	—	—
	Totaux pour la Division organique 65	7 015,7	—	179,5

DIVISION ORGANIQUE 66**Patrimoine et Arts plastiques**

Programme 0	Subsistance	21,9	—	—
Programme 1	Dépenses et subventions diverses	212,4	—	—
	Totaux pour la Division organique 66	234,3	—	—

(En millions de francs)

	Crédits non dissociés	Crédits dissociés		Crédits variables
		Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnement	
SECTEUR SPORT				
DIVISION ORGANIQUE 71				
Affaires générales				
Programme 0	Substance	59,0	—	—
	Fonds destiné à l'exécution de l'arrêté royal n° 25 du 24 mars 1982 créant un programme de promotion de l'emploi dans le secteur non marchand (secteur sport) (A)			
	— Solde au 1 ^{er} janvier 1997	—	—	—
	— Recettes de l'année en cours	—	—	—
	— Disponible pour 1997	—	—	—
	— Dépenses de l'année en cours	—	—	—
	— Solde au 31 décembre 1997	—	—	—
	Totaux pour la Division organique 71	59,0	—	—
DIVISION ORGANIQUE 73				
Education physique et Sports				
Programme 0	Substance	25,7	—	—
	Fonds des Sports — Rémunérations (A)			
	— Solde au 1 ^{er} janvier 1997	—	—	—
	— Recettes de l'année en cours	—	—	170,0
	— Disponible pour 1997	—	—	170,0
	— Dépenses de l'année en cours	—	—	170,0
	— Solde au 31 décembre 1997	—	—	—
	Fonds des Sports — Activités (C)			
	— Solde au 1 ^{er} janvier 1997	—	—	—
	— Recettes de l'année en cours	—	—	360,0
	— Disponible pour 1997	—	—	360,0
	— Dépenses de l'année en cours	—	—	360,0
	— Solde au 31 décembre 1997	—	—	—
Programme 1	Recherche et développement	19,5	—	—
Programme 2	Subventions diverses	365,4	—	—
	Totaux pour la Division organique 73	410,6	—	530,0

(En millions de francs)

	Crédits non dissociés	Crédits dissociés		Crédits variables
		Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnement	
DIVISION ORGANIQUE 74				
Services sportifs extérieurs				
Programme 1 Initiatives diverses	39,2	—	—	—
Totaux pour la Division organique 74	39,2	—	—	—
Totaux généraux du Ministère de la Culture et des Affaires sociales	28 760,0	529,3	617,1	1 454,6

SECTION PARTICULIERE

(En millions de francs)

Article	Mode de disposition	LIBELLES	Solde au 1 ^{er} janvier 1997	Recettes de l'année	Dépenses de l'année	Solde au 31 décembre 1997
---------	---------------------	----------	---------------------------------------	---------------------	---------------------	---------------------------

SECTEUR AFFAIRES SOCIALES

SECTION I

DEPENSES DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE
SUR RESSOURCES AFFECTEES

66.07 A Exécution de l'arrêté royal n° 25 du 24 mars 1982 créant un programme de promotion de l'emploi dans le secteur non marchand. — Aide aux familles.
(Des avances de trésorerie peuvent être octroyées dans la limite du total des montants des conventions relatives au secteur et visées à l'article 9 de l'arrêté royal n° 25 précité)

— — — —

Totaux pour la section I

— — — —

TOTAUX POUR LE SECTEUR AFFAIRES SOCIALES

—

SERVICES A GESTION SEPARÉE

Art. 70.05.B — Centre du Cinéma et de l'Audiovisuel

En millions de francs

1. Solde au 1^{er} janvier

247,3

2. Recettes

2.1. Dotation de la Communauté française (A.B. 41.03-D.O. 65)

374,7

2.2. Contribution à la création audiovisuelle des abonnés via certains distributeurs

44,5

2.3. Recettes diverses

6,0

672,5

3. Dépenses		
3.1.	Exécution en 1997 d'obligations contractées au cours des années antérieures	297,8
3.2.	Actions d'animation et de production dans le domaine de l'audiovisuel	9,6
3.3.	Primes à l'industrie cinématographique	46,1
3.4.	Ateliers d'accueil et ateliers de production	40,5
3.5.	Subventions à la promotion et la diffusion cinématographiques	12,1
3.6.	Aide à la création (relance de la production indépendante avec la R.T.B.F.)	49,0
3.7.	Subventions aux associations pour la promotion et la diffusion de l'audiovisuel	47,0
3.8.	Aide à la production cinématographique	149,9
3.9.	Dépenses de toute nature relatives à l'audiovisuel	4,5
3.10.	Dépenses afférentes à des coproductions en vertu d'accords internationaux	16,0
		672,5
4. Résultat		—

TABLEAU II

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DE LA RECHERCHE ET DE LA FORMATION

(En millions de francs)

	Crédits non dissociés	Crédits dissociés		Crédits variables
		Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnement	
DIVISION ORGANIQUE 05				
Cabinet du Ministre du Budget, des Finances et de la Fonction publique				
Programme 0	Subsistance	p.m.	—	—
	Totaux pour la Division organique 05	p.m.	—	—
DIVISION ORGANIQUE 40				
Secrétariat général et Services communs				
Programme 0	Subsistance administration	1 857,3	—	—
	Fonds organique - caisse de prêts aux agents (C.)			
	— Solde au 1 ^{er} janvier 1997			—
	— Recettes de l'année en cours			2,5
	— Disponible pour 1997			2,5
	— Dépenses de l'année en cours			2,5
	— Solde au 31 décembre 1997			—
Programme 1	Provisions pour charges diverses	2 012,9	—	—

(En millions de francs)

	Crédits non dissociés	Crédits dissociés		Crédits variables
		Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnement	
Programme 2				
Formation et réinsertion professionnelle — Matières culturelles et C.O.C.O.F.	—	—	—	—
Fonds pour la formation et la réinsertion professionnelle — Matières culturelles (C)				
— Solde au 1 ^{er} janvier 1997	—	—	—	—
— Recettes de l'année en cours	—	—	—	600,0
— Disponible pour 1997	—	—	—	600,0
— Dépenses de l'année en cours	—	—	—	600,0
— Solde au 31 décembre 1997	—	—	—	—
Fonds pour la formation et la réinsertion professionnelle — C.O.C.O.F. (C)				
— Solde au 1 ^{er} janvier 1997	—	—	—	—
— Recettes de l'année en cours	—	—	—	450,0
— Disponible pour 1997	—	—	—	450,0
— Dépenses de l'année en cours	—	—	—	450,0
— Solde au 31 décembre 1997	—	—	—	—
Programme 3				
Statistiques, centres de documentation, bibliothèque et cellule de modernisation et de formation	25,7	—	—	—
Programme 4				
Secrétariat général, cellule interministérielle de la Trésorerie et du Budget	25,3	—	—	—
Programme 5				
Cellule de pilotage — Activités interréseaux — Z.E.P. — F.I.P.I. — Fondations — Legs et prix — Divers	102,0	—	—	—
Fonds d'impulsion à la politique de l'immigration (A)				
— Solde au 1 ^{er} janvier 1997	—	—	—	—
— Recettes de l'année en cours	—	—	—	45,0
— Disponible pour 1997	—	—	—	45,0
— Dépenses de l'année en cours	—	—	—	45,0
— Solde au 31 décembre 1997	—	—	—	—
Fonds pour la formation et la réinsertion professionnelle — Enseignement à horaire réduit (C)				
— Solde au 1 ^{er} janvier 1997	—	—	—	—
— Recettes de l'année en cours	—	—	—	100,0
— Disponible pour 1997	—	—	—	100,0
— Dépenses de l'année en cours	—	—	—	100,0
— Solde au 31 décembre 1997	—	—	—	—
Fonds destiné au paiement des prix vers les écoles à gestion séparée et permettant la prise en charge des intérêts des produits financiers placés et des frais relatifs à la gestion desdits produits aux réinvestissements des placements venus à échéance (B)				
— Solde au 1 ^{er} janvier 1997	—	—	—	—
— Recettes de l'année en cours	—	—	—	1,0

(En millions de francs)

	Crédits non dissociés	Crédits dissociés		Crédits variables
		Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnement	
— Disponible pour 1997	—	—	—	1,0
— Dépenses de l'année en cours	—	—	—	1,0
— Solde au 31 décembre 1997	—	—	—	—
Programme 6 Service juridique et service de traduction	22,5	—	—	—
Programme 7 Collaboration aux institutions internationales -- Divers	123,3	—	—	—
Programme 8 Centre de traitement de l'information et imprimerie	284,0	—	—	—
Programme 9 Formation et réinsertion professionnelles -- Initiatives diverses				
Fonds destiné au paiement des rémunérations des agents contractuels subventionnés du Secrétariat général et des services communs (B)				
— Solde au 1 ^{er} janvier 1997	—	—	—	—
— Recettes de l'année en cours	—	—	—	25,0
— Disponible pour 1997	—	—	—	25,0
— Dépenses de l'année en cours	—	—	—	25,0
— Solde au 31 décembre 1997	—	—	—	—
Fonds pour la formation et la réinsertion professionnelles -- Région wallonne (C)				
— Solde au 1 ^{er} janvier 1997	—	—	—	—
— Recettes de l'année en cours	—	—	—	1 550,0
— Disponible pour 1997	—	—	—	1 550,0
— Dépenses de l'année en cours	—	—	—	1 550,0
— Solde au 31 décembre 1997	—	—	—	—
Fonds pour la formation et la réinsertion professionnelles -- Enseignement de promotion sociale (C)				
— Solde au 1 ^{er} janvier 1997	—	—	—	—
— Recettes de l'année en cours	—	—	—	286,6
— Disponible pour 1997	—	—	—	286,6
— Dépenses de l'année en cours	—	—	—	286,6
— Solde au 31 décembre 1997	—	—	—	—
Totaux pour la Division organique 40	4 453,0	—	—	3 060,1

DIVISION ORGANIQUE 51

Enseignement préscolaire et enseignement primaire

Programme 0 Subsistance Administration	2,5	—	—	—
Programme 1 Subsistance Inspection	275,0	—	—	—
Programme 2 Fonctionnement des écoles maternelles de la Communauté	952,0	—	—	—
Programme 3 Fonctionnement des écoles maternelles officielles subventionnées	6 561,3	—	—	—

(En millions de francs)

	Crédits non dissociés	Crédits dissociés		Crédits variables
		Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnement	
Programme 4	Fonctionnement des écoles maternelles libres subventionnées	4 706,8	—	—
Programme 5	Fonctionnement des écoles primaires de la Communauté	3 636,6	—	—
Programme 6	Fonctionnement des écoles primaires officielles subventionnées	14 728,4	—	—
Programme 7	Fonctionnement des écoles primaires libres subventionnées	12 684,8	—	—
Programme 8	Lutte contre l'échec scolaire — Subventions diverses	400,0	—	—
Programme 9	Initiatives diverses de la Région wallonne et de la Région de Bruxelles-Capitale en matière d'emploi			
	Fonds destiné au paiement des rémunérations des agents contractuels subventionnés de l'Enseignement fondamental (B)			
	— Solde au 1 ^{er} janvier 1997	—	—	—
	— Recettes de l'année en cours	—	—	718,9
	— Disponible pour 1997	—	—	718,9
	— Dépenses de l'année en cours	—	—	718,9
	— Solde au 31 décembre 1997	—	—	—
	Totaux pour la Division organique 51	43 947,4	—	718,9

DIVISION ORGANIQUE 52

Enseignement secondaire

Programme 0	Subsistance Administration	21,5	—	—
Programme 1	Subsistance Inspection	185,1	—	—
Programme 2	Fonctionnement des écoles de la Communauté — Enseignement de plein exercice	21 517,9	—	—
Programme 3	Fonctionnement des écoles officielles subventionnées de plein exercice	12 969,7	—	—
Programme 4	Fonctionnement des écoles libres subventionnées de plein exercice	35 748,8	—	—
Programme 5	Fonctionnement des écoles à horaire réduit de la Communauté	167,6	—	—
Programme 6	Fonctionnement des écoles officielles subventionnées à horaire réduit	104,3	—	—
Programme 7	Fonctionnement des écoles libres subventionnées à horaire réduit	328,0	—	—
Programme 8	Lutte contre l'échec scolaire — Divers	523,0	—	—
Programme 9	Actions Fonds social européen — Initiatives diverses de la Région wallonne et de la Région de Bruxelles-Capitale en matière d'emploi			
	Fonds d'intervention du Fonds social européen (B)			
	— Solde au 1 ^{er} janvier 1997	—	—	—
	— Recettes de l'année en cours	—	—	135,3
	— Disponible pour 1997	—	—	135,3
	— Dépenses de l'année en cours	—	—	135,3
	— Solde au 31 décembre 1997	—	—	—

(En millions de francs)

	Crédits non dissociés	Crédits dissociés		Crédits variables
		Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnement	
Fonds destiné au paiement des rémunérations des agents contractuels subventionnés de l'Enseignement secondaire (B)				
— Solde au 1 ^{er} janvier 1997	—	—	—	—
— Recettes de l'année en cours	—	—	—	280,9
— Disponible pour 1997	—	—	—	280,9
— Dépenses de l'année en cours	—	—	—	280,9
— Solde au 31 décembre 1997	—	—	—	—
Totaux pour la Division organique 52	71 565,9	—	—	416,2
DIVISION ORGANIQUE 53				
Enseignement spécial				
Programme 0 Subsistance Administration	7,8	—	—	—
Programme 1 Subsistance Inspection	30,9	—	—	—
Programme 2 Fonctionnement des écoles de la Communauté	3 336,8	—	—	—
Programme 3 Fonctionnement des écoles officielles subventionnées	2 422,9	—	—	—
Programme 4 Fonctionnement des écoles libres subventionnées	4 656,6	—	—	—
Programme 5 Initiatives diverses de la Région wallonne et de la Région de Bruxelles-Capitale en matière d'emploi	—	—	—	—
Fonds destiné au paiement des rémunérations des agents contractuels subventionnés de l'Enseignement spécial (B)				
— Solde au 1 ^{er} janvier 1997	—	—	—	—
— Recettes de l'année en cours	—	—	—	104,1
— Disponible pour 1997	—	—	—	104,1
— Dépenses de l'année en cours	—	—	—	104,1
— Solde au 31 décembre 1997	—	—	—	—
Totaux pour la Division organique 53	10 455,0	—	—	104,1
DIVISION ORGANIQUE 54				
Enseignement universitaire				
Programme 0 Subsistance Administration	—	—	—	—
Programme 1 Universités de la Communauté	5 633,4	—	—	—
Programme 2 Universités libres	11 889,1	—	—	—
Programme 3 Contrôle des universités	23,1	—	—	—
Programme 4 Subventions diverses	8,9	—	—	—
Programme 5 Enseignement universitaire	76,8	—	—	—
Totaux pour la Division organique 54	17 631,3	—	—	—

(En millions de francs)

Article	Mode de disposition	LIBELLES	Solde au 1 ^{er} janvier 1997	Recettes de l'année	Dépenses de l'année	Solde au 31 décembre 1997
DIVISION ORGANIQUE 55						
Hautes écoles et Enseignement supérieur hors Université						
Programme 0		Subsistance Administration	8,4	—	—	—
Programme 1		Subsistance Inspection	4,7	—	—	—
Programme 2		Fonctionnement des écoles de la Communauté de type long	2 719,7	—	—	—
Programme 3		Fonctionnement des Hautes écoles officielles subventionnées	2 919,4	—	—	—
Programme 4		Fonctionnement des Hautes écoles libres subventionnées	4 444,4	—	—	—
Programme 5		Fonctionnement des écoles d'Architecture de la Communauté française	80,2	—	—	—
Programme 6		Fonctionnement des écoles d'Architecture officielles subventionnées	185,8	—	—	—
Programme 7		Fonctionnement des écoles d'Architecture libres subventionnées	207,8	—	—	—
Programme 8		Hautes écoles et Enseignement supérieur hors Université	377,1	—	—	—
Programme 9		Initiatives diverses de la Région wallonne et de la Région de Bruxelles-Capitale en matière d'emploi	—	—	—	—
		Fonds destiné au paiement des rémunérations des agents contractuels subventionnés de l'Enseignement supérieur non universitaire (B)				
		— Solde au 1 ^{er} janvier 1997	—	—	—	—
		— Recettes de l'année en cours	—	—	—	69,4
		— Disponible pour 1997	—	—	—	69,4
		— Dépenses de l'année en cours	—	—	—	69,4
		— Solde au 31 décembre 1997	—	—	—	—
Totaux pour la Division organique 55 . . .			10 947,5	—	—	69,4

DIVISION ORGANIQUE 56**Enseignement de promotion sociale**

Programme 0		Subsistance Administration	11,3	—	—	—
Programme 1		Subsistance Inspection	22,8	—	—	—
Programme 2		Fonctionnement des écoles de la Communauté	1 123,5	—	—	—
		Fonds pour l'affectation des recettes résultant de l'application des articles 114 et 115 du décret du 16 avril 1991 (B)				
		— Solde au 1 ^{er} janvier 1997	—	—	—	—
		— Recettes de l'année en cours	—	—	—	10,5
		— Disponible pour 1997	—	—	—	10,5
		— Dépenses de l'année en cours	—	—	—	10,5
		— Solde au 31 décembre 1997	—	—	—	—

(En millions de francs)

	Crédits non dissociés	Crédits dissociés		Crédits variables
		Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnement	
Programme 3				
Fonctionnement des écoles officielles subventionnées	1 760,9	—	—	—
Fonds pour l'affectation des recettes résultant de l'application des articles 114 et 115 du décret du 16 avril 1991 (B)				
— Solde au 1 ^{er} janvier 1997	—	—	—	—
— Recettes de l'année en cours	—	—	—	10,5
— Disponible pour 1997	—	—	—	10,5
— Dépenses de l'année en cours	—	—	—	10,5
— Solde au 31 décembre 1997	—	—	—	—
Programme 4				
Fonctionnement des écoles libres subventionnées	1 072,3	—	—	—
Fonds pour l'affectation des recettes résultant de l'application des articles 114 et 115 du décret du 16 avril 1991 (B)				
— Solde au 1 ^{er} janvier 1997	—	—	—	—
— Recettes de l'année en cours	—	—	—	14,5
— Disponible pour 1997	—	—	—	14,5
— Dépenses de l'année en cours	—	—	—	14,5
— Solde au 31 décembre 1997	—	—	—	—
Programme 5				
Actions Fonds social européen	—	—	—	—
Fonds d'intervention du Fonds social européen (B)				
— Solde au 1 ^{er} janvier 1997	—	—	—	—
— Recettes de l'année en cours	—	—	—	288,0
— Disponible pour 1997	—	—	—	288,0
— Dépenses de l'année en cours	—	—	—	288,0
— Solde au 31 décembre 1997	—	—	—	—
Programme 6				
Initiatives diverses de la Région wallonne et de la Région de Bruxelles-Capitale en matière d'emploi	—	—	—	—
Fonds destiné au paiement des rémunérations des agents contractuels subventionnés de l'Enseignement de promotion sociale (B)				
— Solde au 1 ^{er} janvier 1997	—	—	—	—
— Recettes de l'année en cours	—	—	—	40,9
— Disponible pour 1997	—	—	—	40,9
— Dépenses de l'année en cours	—	—	—	40,9
— Solde au 31 décembre 1997	—	—	—	—
Totaux pour la Division organique 56	3 990,8	—	—	364,4

(En millions de francs)

	Crédits non dissociés	Crédits dissociés		Crédits variables
		Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnement	
DIVISION ORGANIQUE 82				
Formation				
Programme 0	Subsistance Administration	100,1	—	—
Programme 1	Initiatives diverses — Formation des salariés et des appointés	—	—	—
Programme 2	Subventions diverses — Formation des salariés et des appointés	—	—	—
Programme 3	Initiatives diverses — Formation des indépendants	—	—	—
Programme 4	Subventions diverses — Formation des indépendants	—	—	—
	Totaux pour la Division organique 82	100,1	—	—
DIVISION ORGANIQUE 83				
Enseignement artistique				
Programme 0	Subsistance Administration	3,3	—	—
Programme 1	Initiatives et subventions diverses	16,4	—	—
Programme 2	Fonctionnement des établissements d'enseignement supérieur de la Communauté	833,3	—	—
Programme 3	Fonctionnement des établissements d'enseignement supérieur officiels subventionnés	240,9	—	—
Programme 4	Fonctionnement des établissements d'enseignement supérieur libres subventionnés	532,6	—	—
Programme 5	Fonctionnement des établissements d'enseignement secondaire de plein exercice officiels subventionnés	209,1	—	—
Programme 6	Fonctionnement des établissements d'enseignement à horaire réduit officiels subventionnés	2 119,8	—	—
Programme 7	Fonctionnement des établissements d'enseignement à horaire réduit libres subventionnés	267,1	—	—
	Totaux pour la Division organique 83	4 222,5	—	—
DIVISION ORGANIQUE 89				
Bâtiments scolaires				
Programme 0	Fonctionnement du Fonds des bâtiments scolaires et des Institutions succédant au Fonds national de garantie	3 675,1	400,0	400,0
	Fonds destiné à la prise en charge des rémunérations des agents du Fonds de garantie des Bâtiments scolaires (B)			
	— Solde au 1 ^{er} janvier 1997	—	—	—
	— Recettes de l'année en cours	—	—	38,0

(En millions de francs)

	Crédits non dissociés	Crédits dissociés		Crédits variables
		Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnement	
— Disponible pour 1997	—	—	—	38,0
— Dépenses de l'année en cours	—	—	—	38,0
— Solde au 31 décembre 1997	—	—	—	—
Totaux pour la Division organique 89	3 675,1	400,0	400,0	38,0
DIVISION ORGANIQUE 91				
Service des transports scolaires				
Programme 0 Subsistance Administration	—	—	—	—
Programme 1 Transport dans l'enseignement de la Communauté	10,4	—	—	—
Totaux pour la Division organique 91	10,4	—	—	—
DIVISION ORGANIQUE 92				
Organisation des études				
Programme 0 Subsistance Administration	21,0	—	—	—
Programme 1 Subsistance Inspection	8,0	—	—	—
Programme 2 Organisation des études — Structures — Programmes — Activités de formation, recherches et information — Etablissements de la Communauté française	116,7	—	—	—
Programme 3 Activités générales — Recherches et enquêtes	69,0	—	—	—
Programme 4 Organisation des études — Centres techniques et de formation des personnels de la Communauté française — Auxiliaires de l'enseignement et activités parascolaires — Etablissements de la Communauté française	112,0	—	—	—
Programme 5 Centres de dépaysement et de plein air de la Communauté française	—	—	—	—
Programme 6 Organisation des études — Activités de formation dans l'Enseignement supérieur — Recherches et enquêtes	4,0	—	—	—
Totaux pour la Division organique 92	330,7	—	—	—
DIVISION ORGANIQUE 93				
Centres P.M.S.				
Programme 0 Subsistance Administration	1,4	—	—	—
Programme 1 Subsistance Inspection	11,0	—	—	—

(En millions de francs)

	Crédits non dissociés	Crédits dissociés		Crédits variables	
		Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnement		
Programme 2	Fonctionnement des Centres P.M.S. de la Communauté	773,8	—	—	—
Programme 3	Fonctionnement des Centres P.M.S. officiels subventionnés	611,3	—	—	—
Programme 4	Fonctionnement des Centres P.M.S. libres subventionnés	895,5	—	—	—
Totaux pour la Division organique 93		2 293,0	—	—	—
DIVISION ORGANIQUE 94					
Académie royale des Sciences, des Lettres et des Beaux-Arts de Belgique					
Programme 0	Subsistance Administration	26,5	—	—	—
Programme 1	Subventions diverses	12,2	—	—	—
Totaux pour la Division organique 94		38,7	—	—	—
DIVISION ORGANIQUE 95					
Recherche scientifique					
Programme 0	Subsistance	5,0	—	—	—
Programme 1	Subventions A.S.B.L. ou assimilées	19,1	—	—	—
Programme 2	Subventions diverses	454,2	—	—	—
Programme 3	Recherche scientifique	2 561,9	—	—	—
Fonds de la Recherche scientifique (B)					
— Solde au 1 ^{er} janvier 1997		—	—	—	—
— Recettes de l'année en cours		—	—	—	—
— Disponible pour 1997		—	—	—	—
— Dépenses de l'année en cours		—	—	—	—
— Solde au 31 décembre 1997		—	—	—	—
Totaux pour la Division organique 95		3 040,2	—	—	—
DIVISION ORGANIQUE 96					
Enseignement à distance					
Programme 0	Subsistance	113,2	—	—	—
Totaux pour la Division 96		113,2	—	—	—

(En millions de francs)

	Crédits non dissociés	Crédits dissociés		Crédits variables	
		Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnement		
DIVISION ORGANIQUE 97					
Allocations et prêts d'études					
Programme 0	Subsistance	15,0	—	—	
Programme 1	Allocations et prêts	1 411,9	—	—	
Fonds destiné au paiement des allocations d'études (B)					
	— Solde au 1 ^{er} janvier 1997	—	—	—	
	— Recettes de l'année en cours	—	—	30,0	
	— Disponible pour 1997	—	—	30,0	
	— Dépenses de l'année en cours	—	—	30,0	
	— Solde au 31 décembre 1997	—	—	—	
Fonds destiné au paiement des prêts d'études (C)					
	— Solde au 1 ^{er} janvier 1997	—	—	—	
	— Recettes de l'année en cours	—	—	20,0	
	— Disponible pour 1997	—	—	20,0	
	— Dépenses de l'année en cours	—	—	20,0	
	— Solde au 31 décembre 1997	—	—	—	
	Totaux pour la Division organique 97	1 426,9	—	50,0	
	Totaux généraux du Ministère de l'Education, de la Recherche et de la Formation	178 241,7	400,0	400,0	4 821,1

SECTION PARTICULIERE

(En millions de francs)

Article	Mode de disposition	LIBELLES	Solde au 1 ^{er} janvier 1997	Recettes de l'année	Dépenses de l'année	Solde au 31 décembre 1997
---------	---------------------	----------	---------------------------------------	---------------------	---------------------	---------------------------

DEPENSES DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE
SUR RESSOURCES AFFECTEES

CHAPITRE I

FONDS ALIMENTES PRINCIPALEMENT
PAR DES CREDITS BUDGETAIRES

60.53	A	Opérations du Fonds budgétaire des Bâtiments scolaires de la Communauté moyennant alimentation par le compte ouvert au Crédit communal de Belgique en application de l'article 5, § 3, du décret du 5 février 1990 relatif aux bâtiments scolaires (<i>gestion séparée</i>). Ce fonds est alimenté complémentaiement par les transferts de l'A.B. suivante: D.O. 89 — A.B. 01.01 . . .	440,5	1 725,0	1 775,0	290,5
-------	---	---	-------	---------	---------	-------

60.54	A	Opérations du Fonds des Bâtiments scolaires de l'enseignement officiel subventionné moyennant alimentation par le compte ouvert au Crédit communal de Belgique en application de l'article 8, § 4, du décret du 5 février 1990 relatif aux bâtiments scolaires (<i>gestion séparée</i>). Ce fonds est alimenté complémentaiement par les transferts de l'A.B. suivante: D.O. 89 — A.B. 01.02 . . .	1 455,6	620,0	700,0	1 375,6
		Totaux pour le chapitre I	1 896,1	2 345,0	2 575,0	1 666,1

CHAPITRE II

FONDS ALIMENTES PAR DES RESSOURCES PARTICULIERES

66.48	B	Fonds pour la qualification agricole et l'éducation sociale et économique (arrêté royal du 23 août 1974)	- 73,5	3,5	—	- 70,0
66.49	A	Exécution de l'arrêté royal n° 25 du 24 mars 1982 créant un programme de promotion de l'emploi dans le secteur non marchand. (Des avances de trésorerie peuvent être octroyées dans la limite du total des montants des conventions relatives au secteur et visées à l'article 9 de l'arrêté royal n° 25 précité)	- 44,5	25,0	—	- 19,5
		Totaux pour le chapitre II	- 118,0	28,5	—	- 89,5
		TOTAUX POUR LA SECTION PARTICULIERE	1 778,1	2 373,5	2 575,0	1 576,6

SERVICES A GESTION SEPARÉE

Art. 70.02.C. — Budgets agrégés des services de la Communauté à gestion séparée de l'Enseignement de la Communauté

(Sur base de l'exercice 1993 réalisé)
(En millions de francs)

1. Solde au 1 ^{er} janvier 1997	2 115,0
2. Recettes	
2.1. Recettes en opérations courantes	4 984,1
2.2. Recettes en opérations de capital	58,1
2.3. Recettes en opérations pour ordre	187,2
3. Dépenses	
3.1. Dépenses en opérations courantes	4 930,4
3.2. Dépenses en opérations de capital	69,0
3.3. Dépenses en opérations pour ordre	119,7
4. Solde au 31 décembre 1997 (1) + (2) - (3)	2 225,3

Art. 70.04.C. — Budgets agrégés des services de la Communauté à gestion séparée pour les centres P.M.S. de l'Enseignement de la Communauté

(Sur base de l'exercice 1994 réalisé)
(En millions de francs)

1. Solde au 1 ^{er} janvier 1997	114,5
2. Recettes	
2.1. Recettes en opérations courantes	113,6
2.2. Recettes en opérations de capital	0,3
2.3. Recettes en opérations pour ordre	—
3. Dépenses	
3.1. Dépenses en opérations courantes	97,9
3.2. Dépenses en opérations de capital	9,1
3.3. Dépenses en opérations pour ordre	—
4. Solde au 31 décembre 1997 (1) + (2) - (3)	121,4

Art. 70.20.C. — Etablissements d'instruction ressortissant au Ministère de l'Education — Fonds d'exploitation (Ferme de la Faculté des Sciences agronomiques de Gembloux)

(En millions de francs)

1. Solde au 1 ^{er} janvier 1997	13,3
2. Recettes propres de l'année	6,9
3. Dépenses	6,5
4. Solde au 31 décembre 1997 (1) + (2) - (3)	13,7

Art. 70.21.C. — Centre technique de l'enseignement de la Communauté française — Frameries

(En millions de francs)

1. Solde au 1 ^{er} janvier 1997	10,0
2. Recettes	
2.1. Recettes en opérations courantes	69,1
2.2. Recettes en opérations de capital	4,8
2.3. Recettes en opérations pour ordre	—
3. Dépenses	
3.1. Dépenses en opérations courantes	62,7
3.2. Dépenses en opérations de capital	4,8
3.3. Dépenses en opérations pour ordre	—
4. Solde au 31 décembre 1997 (1) + (2) - (3)	16,4

Art. 70.22.C. — Centre d'auto-formation et de formation continue — Tihange

	(En millions de francs)
1. Solde au 1 ^{er} janvier 1997	4,4
2. Recettes	
2.1. Recettes en opérations courantes	20,5
2.2. Recettes en opérations de capital	1,0
2.3. Recettes en opérations pour ordre	—
3. Dépenses	
3.1. Dépenses en opérations courantes	19,4
3.2. Dépenses en opérations de capital	1,0
3.3. Dépenses en opérations pour ordre	—
4. Solde au 31 décembre 1997 (1) + (2) - (3)	5,5

TABLEAU III

DETTE PUBLIQUE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

(En millions de francs)

		Crédits non dissociés	Crédits dissociés		Crédits variables
			Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnement	
DIVISION ORGANIQUE 30					
Dettes directes					
Programme 0	Subsistance administrative	15,0	—	—	—
Programme 1	Service de la dette directe	7 582,3	—	—	—
Totaux pour la Division organique 30		7 597,3	—	—	—
DIVISION ORGANIQUE 35					
Dettes liées aux investissements immobiliers des institutions universitaires					
Programme 1	Service de la dette indirecte	1 338,5	—	—	—
Totaux pour la Division organique 35		1 338,5	—	—	—
DIVISION ORGANIQUE 36					
Dettes liées aux emprunts des organismes d'intérêt public pris en charge par la Communauté française					
Programme 1	Service de la dette indirecte	248,9	—	—	—
Totaux pour la Division organique 36		248,9	—	—	—
TOTAL TABLEAU III		9 184,7	—	—	—

TABLEAU IV
DOTATION A LA REGION WALLONNE
ET LA COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE

(En millions de francs)

	Crédits non dissociés	Crédits dissociés		Crédits variables
		Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnement	
DIVISION ORGANIQUE 11				
Dotations à la Région wallonne et à la Commission communautaire française				
Programme 1 Dotations à la Région wallonne et à la Commission communautaire française	17 761,0	—	—	—
Totaux pour la Division organique 11	17 761,0	—	—	—
TOTAL TABLEAU IV	17 761,0	—	—	—

ORGANISMES D'INTERET PUBLIC

AGENCE DE PREVENTION DU SIDA

(En milliers de francs)

RECETTES

CHAPITRE 42

PRODUITS RESULTANT DE L'EXERCICE DE LA MISSION STATUTAIRE

411 01	Vente de documents et abonnements	700
411 02	Divers	2.100
411 03	Remboursement traitements agents détachés	1.620
411 04	Recettes exceptionnelles	2.000
414 01	Donation et legs	100
	Total Chapitre 42	6.520

CHAPITRE 45

INTERVENTION DU SECTEUR PUBLIC FRANCAIS, DES PROVINCES, DES COMMUNES, DES FONDS

450 01	Contribution de la Communauté française	131.500
	Total Chapitre 45	131.500
	Total des recettes	138.020

DEPENSES**CHAPITRE 51****PAIEMENT AUX PERSONNES ATTACHEES A L'ORGANISME**

511.01	Rémunérations brutes, pécules de vacances et de fin d'année, abonnement train	16.600
511.04	Charges sociales, Ciger, formation, SMIB, service santé administratif, Pensions	<u>5.100</u>
	Total Chapitre 51	21.700

CHAPITRE 52**DEPENSES A PAYER A DES TIERS POUR PRESTATIONS, FOURNITURES, TRAVAUX, ETC. AYANT POUR OBJET DES SERVICES OU DES BIENS NON SUSCEPTIBLES D'ETRE INVENTORIES**

521.01	Loyers, déménagement, aménagement	3.550
521.02	Nettoyage, entretien et chauffage	1.000
521.03	Frais de mission	400
521.04	Assurances	400
522.01	Bureau (économat, téléphone, poste,...)	1.950
526.01	Autres prestations et travaux par des tiers	<u>500</u>
	Total Chapitre 52	7.800

(En milliers de francs)

CHAPITRE 53**DEPENSES A PAYER A DES TIERS PAR SUITE DE L'EXERCICE PAR L'ORGANISME DE SA MISSION STATUTAIRE**

532	Dépenses particulières	83 000
532.01	Contrats programmes	
532.02	Campagne mass média et dépenses diverses en relation avec les missions de l'organisme	14 600
532.03	Opérations spéciales, animations décentralisées	2 000
532.04	Réalisation, impression et diffusion d'outils pédagogiques (BD, dossiers, dépliants,...)	5 300
532.05	Centre de documentation	270
532.06	Recherches scientifiques et évaluations	1 600
532.07	Autres prestations et travaux par des tiers	850
534.01	Ristournes et non valeurs	<u>100</u>
	Total Chapitre 53	107.720

CHAPITRE 54**DEPENSES SUR RESSOURCES AVEC AFFECTATIONS SPECIALES**

540.01	Projets à définir pour 1997	<u>100</u>
	Total Chapitre 54	100

CHAPITRE 55
SOMMES A PAYER A DES TIERS POUR L'ACQUISITION
DE BIENS PATRIMONIAUX

550.02	Mobilier	200
550.04	Matériel	<u>500</u>
	Total Chapitre 55	700
	Total des dépenses	138.020

COMMISSARIAT GENERAL AUX RELATIONS INTERNATIONALES

(En milliers de francs)

RECETTES

CHAPITRE 41
PRODUITS RESULTANT DE L'EXERCICE DE LA MISSION
STATUTAIRE DU COMMISSARIAT GENERAL

411.02 - Recettes fonctionnelles	18.191
411.09 - Récupérations	82.301
413.01 - Intérêts sur placements	9.700
414.01 - Recettes exceptionnelles	7.000

CHAPITRE 43
PRODUITS DE LA VENTE D'OBJETS PATRIMONIAUX

432.01 - Produits de la vente de biens mobiliers	p.m.
--	------

CHAPITRE 45
INTERVENTION DU SECTEUR PUBLIC

452.01 Contribution de la Communauté française	804.500
--	---------

CHAPITRE 49
RECETTES POUR ORDRE

491.01 - Divers	<u>10.000</u>
	Total des recettes
	<u>931.692</u>

Majorées des crédits disponibles au 31 décembre 1996 :	<u>55.871</u>
	987.563

DEPENSES

CHAPITRE 51

MONTANTS A PAYER AUX PERSONNES ATTACHES A L'ORGANISME

511.01 - Rémunération du personnel, y compris les charges sociales	256.132
511.05 - Service social	794
511.06 - Assurance complémentaire. Intervention patronale.	1.600
511.07 - Formation professionnelle	470
511.08 - Indemnités couvrant des charges réelles	5.000
511.09 - Indemnités ne couvrant pas de charges réelles. Heures supplémentaires, y compris le précompte professionnel	1.600
511.10 - Provision pension (part patronale)	<u>15.000</u>
Total chapitre 51 :	280.596

CHAPITRE 52

MONTANTS A PAYER A DES TIERS POUR PRESTATIONS,
FOURNITURES ET TRAVAUX QUI ONT POUR OBJET DES SERVICES
OU DES BIENS NON SUSCEPTIBLES D'ETRE INVENTORIES.

521.01 - Loyer des locaux et charges - Loyer + charges (dépenses énergétiques comprises)	50.600
521.02 - a) Location de matériel et mobilier	2.900
b) Location et leasing de véhicules	1.700
521.03 - Aménagement, entretien et réparation des locaux - Entretien et remise en état des locaux	4.000
521.04 - a) Entretien et réparation du matériel et mobilier	2.800
b) Entretien et réparation des véhicules	850
521.05 - Assurances	3.500
521.07 - Produits de consommation (carburant)	700
521.09 - Divers - Frais divers (locaux, matériel, véhicules)	125
522.01 - Frais de bureau - Frais de bureau, économat, téléphone et télex, affranchissement, documentation, frais de banque, timbres fiscaux	15.940
524.01 - Honoraires des avocats, des experts	1.900
525.01 - Remboursement d'emprunts	<u>p.m.</u>
Total chapitre 52	85.015

CHAPITRE 53

EXERCICE PAR L'ORGANISME DE SA MISSION STATUTAIRE

532	Dépenses de toute nature relatives à la promotion des actions extérieures de la Communauté française	
532.01 - Mensuel "Présences" - Revue "Wallonie-Bruxelles"		11.430
532.02 - Achat, location de stands, location d'espaces dans les journaux, etc.		4.750
532.04 - Réalisation de vidéogrammes, impression de brochures et de dépliants		4.300
532.05 - Achats d'insignes, drapeaux et cadeaux		<u>70</u>
Total article 532		20.880
533	Représentation de la Communauté française à l'étranger	
533.01 - Dépenses de toute nature concernant le Centre Wallonie-Bruxelles à Paris		24.405
533.02 - Dépenses de toute nature concernant la Délégation Wallonie-Bruxelles à Québec		6.626
533.03 - Dépenses de toute nature concernant la Délégation Wallonie-Bruxelles chargée des affaires multilatérales et francophones		10.067

533.04 - Dépenses de toute nature concernant la Délégation Wallonie-Bruxelles à Kinshasa	9.312
533.05 - Dépenses de toute nature concernant la Délégation Wallonie-Bruxelles à Genève	6.267
533.07 - Dépenses de toute nature concernant la Délégation Wallonie-Bruxelles à Tunis	3.415
533.08 - Dépenses de toute nature concernant la Délégation Wallonie-Bruxelles à Dakar	4.528
533.11 - Dépenses de toute nature concernant la Délégation Wallonie-Bruxelles auprès de l'Union européenne	1.236
533.14 - Dépenses de toute nature concernant la Délégation Wallonie-Bruxelles à Prague	5.493
533.15 - Dépenses de toute nature concernant la Délégation Wallonie-Bruxelles à Hanoi	5.400
533.99 - Dépenses de toute nature concernant la Délégation Wallonie-Bruxelles à l'étranger	<u>1.610</u>
Total article 533	78.359

534 Secteur multilatéral :

534.01 - COTISATIONS

534.01.01 a) AUPELF - Subvention à l'Association des universités partiellement ou entièrement de langue française (Siège à Montréal)	3.500
b) AUPELF - Fonds international de coopération universitaire	1.000
534.01.02 - CILF - Subvention au Conseil international de la langue française (siège à Paris)	1.200
534.01.03 - Union des éditeurs - Subventions à l'Union des éditeurs de langue française (siège à Bruxelles)	200
534.01.04 - Fédération des professeurs de français - Subvention à la Fédération internationale des professeurs de française (siège à Paris)	100
534.01.05 - CONFESJES - Subventions à la Conférence des Ministres de l'éducation, de la jeunesse et des sports des pays d'expression française (siège à Dakar)	750
534.01.06 - ACCT - Subvention à l'Agence de coopération culturelle et technique (siège à Paris)	96.663
534.01.07 - CAMES - Subvention au Conseil africain et malgache pour l'enseignement supérieur (siège à Ouagadougou)	850
534.01.08 - FEJ - Subvention au Fonds européen de la jeunesse (siège à Strasbourg)	<u>1.360</u>
Total cotisations	105.623

534.02 - ACTIONS

534.02.01 - Colloques, rencontres, etc. internationaux :	
a) en Communauté française	2.185
b) à l'étranger	2.810
534.02.02 - Activités diverses dans le cadre multilatéral	
a) Union européenne	17.335
b) Conseil de l'Europe	3.250
c) UNESCO	1.990
d) OCDE	1.090
e) Francophonie	2.910
f) Autres organisations internationales	1.190
534.02.04 - Dépenses de toute nature relatives aux actions menées dans le cadre du suivi des Sommets des chefs d'état et de gouvernement ayant en commun l'usage de la langue française	44.990
534.02.05 - Organisation de la Biennale de poésie	<u>500</u>
Total actions :	<u>78.250</u>
Total article 534	183.873

535	Relations internationales bilatérales de la Communauté française de Belgique :	
535.01 - Frais de missions et d'accueils d'experts et de groupes. Bourses		186.825
535.02 - Dépenses de toute nature et transferts relatifs à la promotion des échanges de jeunes		15.735
535.03 - Actions de promotion de l'éducation et de la formation à l'étranger		<u>73.600</u>
	Total article 535	276.160
536	Dépenses courantes pour l'enseignement et la recherche, la diffusion artistique et littéraire, les échanges culturels et socio-culturels et la coopération en matières sociales et de santé :	
536.01 - Secteur culturel		34.680
536.02 - Secteur Enseignement et Formation		1.100
536.03 - Secteur personnalisable		<u>14.500</u>
	Total article 536	50.280
537	Dépenses particulières :	
537.01 - Ristournes et non-valeurs		<u>p.m</u>
	Total article 537	<u>0</u>
	Total chapitre 53	609.552

CHAPITRE 55
ACHATS DE BIENS PATRIMONIAUX

550.01 - Immeubles		0
550.02 - Acquisitions nouvelles (matériel, mobilier, véhicules automobiles)		1 000
550.03 - Achats et locations concernant l'informatique		400
550.04 - Achats d'équipements destinés à l'étranger		<u>1.000</u>
	Total chapitre 55	2.400

CHAPITRE 56
SOMMES A PAYER A DES TIERS PAR SUITE D'OPERATIONS FINANCIERES EN PRINCIPAL

560.01 - Amortissement d'emprunts		<u>p.m</u>
	Total chapitre 56	0

CHAPITRE 59
DEPENSES POUR ORDRE

591.01 - Divers		<u>10.000</u>
	Total chapitre 59	<u>10.000</u>
	Total des dépenses	987 563

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAP

N. 96 — 2416

[C — 29329]

25 JULI 1996. — Decreet houdende de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 1997 (1)

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK 1. — Algemene bepalingen

Artikel 1. Er worden niet-gesplitste kredieten en gesplitste kredieten, bestemd voor het dekken van de uitgaven van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 1997, geopend overeenkomstig de programma's die opgesomd zijn in de bij dit decreet gevoegde tabel en waarvan de synthese hierna vermeld is. Dezelfde tabel geeft de raming op van de uitgaven die in 1997 aan te rekenen zijn ten laste van de veranderlijke kredieten.

SAMENVATTENDE TABEL.

(In miljoenen frank)

	Niet-gesplitste kredieten	Gesplitste kredieten		Veranderlijke kredieten
		Vastlegingskredieten	Ordonneringskredieten	
Begroting van het Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken (tabel I).....	28 760,0	529,3	617,1	1 454,6
Begroting van het Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming (tabel II).....	178 241,7	400,0	400,0	4 821,1
Begroting van de Schuld (tabel III).....	9 184,7	--	--	--
Begroting van de Dotaties aan het Waalse Gewest en aan de Franse Gemeenschapscommissie (tabel IV).....	17 761,0	--	--	--
Algemeen totaal.....	233 947,4	929,3	1 017,1	6 275,7

Die kredieten worden opgesomd in de bij dit decreet gevoegde tabellen.

In de artikelen van dit decreet worden de volgende afkortingen gebruikt :

" O.A. " voor " organisatie-afdeling";

" B.A. " voor " basisallocatie ".

Art. 2. De vergoedingen wegens begrafeniskosten alsook de geboortetolagen kunnen op dezelfde wijze worden uitbetaald als de bezoldigingen van de begunstigen.

Art. 3. In de loop van het begrotingsjaar 1997 worden de verrichtingen van de diensten met afzonderlijk beheer geraamd op de bedragen vermeld in hun respectievelijke begrotingen gevoegd bij dit decreet.

Art. 4. Artikel 45 van de op 17 juli 1991 gecoördineerde wetten op de Rijkscomptabiliteit is niet van toepassing voor het begrotingsjaar 1997 wat de begrotingsfondsen betreft die vermeld zijn in de afzonderlijke secties opgenomen in de hierna vermelde tabellen.

De wijze van beschikking over het tegoed dat vermeld wordt voor die fondsen en de wijze van betaling van de uitgaven van de diensten met afzonderlijk beheer worden naast het nummer van het artikel of van de littera die betrekking hebben op elk ervan aangegeven.

De fondsen waarvan de uitgaven voor voorafgaand visum aan het Rekenhof worden voorgelegd, worden door het teken A aangegeven.

De fondsen en rekeningen waarover door toedoen van de Regering wordt beschikt, worden door het teken B aangegeven.

(1) Zitting 1995-1996.

Stukken van de Raad. — Nr. 4-II-1, nr. 1. Ontwerp van decreet, nrs. 2 tot 4. Advies van de commissies, nr. 5. Verslag, nr. 6. Amendementen.

Integrale verslagen. — Bespreking. Vergaderingen van 16 en 19 juli 1996. — Aanneming. Vergadering, van 25 juli 1996.

De fondsen en rekeningen waarover rechtstreeks wordt beschikt door de rekenplichtigen die de ontvangsten geboekt hebben, worden door het teken C aangegeven.

Art. 5. De gesubsidieerde contractuelen en het personeel dat ressorteert onder het Interdepartementaal Begrotingsfonds worden betaald op de veranderlijke kredieten van de bijgevoegde tabellen, gestijfd door de bijdrage van het Waalse Gewest en het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest :

- wat het Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken (tabel I) betreft : O.A. 31, basisallocatie 11.06.01, O.A. 61, basisallocatie 11.05.01 en O.A. 71, basisallocatie 11.08.01;

- wat het Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming (tabel II) betreft : O.A. 40, basisallocatie 11.09.90, O.A. 51, basisallocatie 11.04.90, O.A. 52, basisallocatie 11.04.91, O.A. 53, basisallocatie 11.04.50, O.A. 55, basisallocatie 11.04.90 en O.A. 56, basisallocatie 11.04.60.

Ingeval de rekening van deze basisallocaties debet staat, kunnen thesaurievoorschotten toegekend worden binnen de perken van de door de betrokken gewesten toegekende bedragen.

Art. 6. De debetrente die voortvloeit uit het beheer van de thesaurie op korte termijn, de op termijn te betalen bedragen in het kader van de uitgifte van thesauriebewijzen alsook de op termijn te betalen bedragen in het kader van het gebruik van afgeleide produkten met de kassier, kan door de kassier van ambtswege op de overeenkomstige rekeningen worden ontvangen en wordt geregulariseerd ten laste van de algemene uitgavenbegroting.

Art. 7. In afwijking van artikel 14, eerste lid, van de wet van 29 oktober 1846 op de inrichting van het Rekenhof, mogen de in de artikelen 16 en 28 bedoelde geldvoorschotten aangewend worden voor het uitkeren van de bezoldigingen, de toelagen en vergoedingen van alle aard ten gunste van het personeel dat door de Gemeenschap wordt bezoldigd, alsook voor het betalen van schuldvorderingen die voortvloeien uit overeenkomsten die 200 000 frank - BTW niet inbegrepen - niet overschrijden, met inbegrip van de aankopen van kunstwerken, alsook de hulpelden en de toelagen van sociale aard en de subsidies die lager zijn dan 125 000 frank.

Art. 8. De dotaties die bepaald zijn ten voordele van het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie bij toepassing van het decreet II, van 19 juli 1993 tot toekenning van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, kunnen worden uitbetaald in schijven van maandvoorschotten, volgens de procedure van de vaste uitgaven.

Art. 9. De uitgaven met betrekking tot de dienst en de terugbetaling van de schuld van de Franse Gemeenschap kunnen worden gedaan volgens de procedure van de vaste uitgaven.

Art. 10. De kredieten voor de programma's die betrekking hebben op de werkingskosten van de administraties - bestaansmiddelenprogramma's genoemd - behelzen :

1° De bezoldigingen en allerhande toelagen van het actief en in disponibiteit gesteld personeel, de bezoldigingen of lonen van het hulppersoneel, de toelagen voor hogere en bijzondere functies, de vergoedingen voor arbeidsongevallen - met inbegrip van de uitkering van deze vergoedingen aan leden van de familie van het slachtoffer in geval van overlijden - alsook de verminderde bezoldigingen of lonen van het tijdelijk of hulppersoneel;

2° De bestendige uitgaven voor aankopen van niet-duurzame goederen en van diensten :

- Erelonen van advocaten en geneesheren - Gerechtskosten inzake burgerlijke, administratieve en strafzaken - Presentiegelden, reis- en verblijfskosten van niet tot de administraties van de Franse Gemeenschap behorende personen - Bezoldigingen van niet tot de Administratie behorende deskundigen en prestaties van derden;

- Verbruikuitgaven met betrekking tot het bezetten van de lokalen - met inbegrip van de uitgaven voor energieverbruik "stookolie, gas, benzine, elektriciteit, kolen" - en uitgaven voor onderhoud - Bureaunkosten, huur van informatica-uitrustingen, vervoer, belastingen, retributies, publikaties van het departement, beroepsopleiding, kleding en andere kleine bestuursuitgaven;

- Allerhande vergoedingen aan het personeel van de Franse Gemeenschap voor werkelijke lasten en materiële schade, de reiskosten betreffende de dienstreizen en de verzekeringspremies van de afgevaardigden van het departement die zich naar het buitenland begeven, de bijdrage van de Franse Gemeenschap in de prijs van de sociale abonnementen.

3° De uitzonderlijke uitgaven voor aankoop van niet-duurzame goederen en van diensten, waaronder werken en levering voor de inrichting van nieuwe lokalen en de verhuiskosten.

4° De huur van onroerende goederen van de verschillende diensten van het departement, met inbegrip van de huurgelden, de bezoldigingen en vergoedingen verschuldigd aan de Regie der Gebouwen.

5° De andere uitgaven met betrekking tot de werking van de diensten waarvan de gedetailleerde omschrijving in de administratieve begroting wordt weergegeven.

6° De vergoedingen aan derden die het slachtoffer werden van ongevallen waarvoor de Franse Gemeenschap aansprakelijk is alsook de verschillende procedurekosten in verband met deze ongevallen.

7° De uitgaven voor de aankoop van duurzame roerende goederen : machines, meubilair, materieel en vervoermiddelen te land.

Art. 11. Afgezien van de wijzigingen inzake structuur en organisatie van de diensten van de Regering die zouden kunnen plaatsvinden, kunnen de uitgaven in verband daarmee in het administratieve kader en in de bij dit decreet bepaalde begrotingsstructuur worden uitgevoerd.

Art. 12. Met uitzondering van de basisallocaties van de organisatie-afdeling 10 van tabel I, van de organisatie-afdelingen 01, 02, 03, 61 en 63 van tabel II en van de organisatie-afdeling 55 van tabel III van het begrotingsjaar 1996, waarvan de transcodificatie bepaald wordt door de omreken tabel die vermeld staat in bijlage 1 van de administratieve begrotingen van de tabellen I en II, worden de saldi van de kredieten van de basisallocaties van de tabellen II, III, IV en V van het begrotingsjaar 1996, waarvoor een directe vastlegging werd toegepast of waarvoor een ramingsstaat werd opgemaakt en die niet voor 31 december 1996 werden geordonnanceerd, overgedragen naar een overeenkomstige basisallocatie die respectievelijk in tabel I, II, III of IV van de structuur van de begroting voor het begrotingsjaar 1997 opgenomen is.

Art. 13. De verrichtingen inzake uitgaven voor aflossing van de schuld van de Franse Gemeenschap kunnen als thesaurieverrichtingen worden beschouwd.

In dat geval heeft de verrichte aflossing niet tot gevolg dat het leningsvermogen van de Franse Gemeenschap in die mate wordt verhoogd.

Art. 14. Bij toepassing van artikel 15 van de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd door het koninklijk besluit van 17 juli 1991, kunnen basisallocaties worden herverdeeld, om achterstallige schuldvorderingen te dekken.

In dat geval zal de tekst van de daartoe gestijfde basisallocatie op een niet permanente wijze worden aangepast.

Art. 15. De vastlegging en de ordonnancering van de uitgaven met betrekking tot de bezoldigingen en de wedde-toelagen van de maand december 1996, aan te rekenen op de begroting 1997, kunnen worden verricht vanaf de datum van de goedkeuring van deze begroting door de Raad, met het oog op de uitbetaling ervan op het begin van de maand januari 1997.

HOOFDSTUK 2. — Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken

Sectie 01. — Algemene bepalingen

Art. 16. In afwijking van artikel 15 van de wet van 29 oktober 1846 op de inrichting van het Rekenhof, mogen geldvoorschotten tot een maximumbedrag van 15 000 000 frank aan elk van de buitengewone rekenplichtigen worden verleend.

Dit maximumbedrag wordt op 25 000 000 frank gebracht voor de buitengewone rekenplichtigen van de Sector Secretariaat-Generaal, de Sector Sport en de Sector Infrastructuur.

Art. 17. De buitengewone rekenplichtige van de Algemene Directie van Cultuur en Communicatie (O.A. 65 - Audiovisuele sector) wordt ertoe gemachtigd betalingen te verrichten ter gelegenheid van opdrachten in het buitenland in het kader van internationale festivals en overeenkomsten, binnen de perken van 500 000 frank.

Art. 18. De Minister tot wiens bevoegdheid het Medisch Schooltoezicht behoort, wordt ertoe gemachtigd voorschotten toe te staan inzake medisch schooltoezicht volgens de tijdsindeling en de nader door hem te bepalen regels.

Art. 19. De rekenplichtige van de rekening van het veranderlijk krediet 12.33.01 van de organisatie-afdeling 73 (Sportfonds - Activiteiten) wordt ertoe gemachtigd de rekening van het veranderlijk krediet 11.05.01 van de organisatie-afdeling 73 (Sportfonds - Bezoldigingen) te stijven naargelang van zijn beschikbare geldmiddelen.

Art. 20. Er kunnen thesaurievoorschotten worden toegekend aan het veranderlijk krediet 11.05.01 van de organisatie-afdeling 73, ten belope van een bedrag dat gelijk is aan ten hoogste één vierde van de jaarlijkse uitgaven met betrekking tot het personeel.

Art. 21. De uitgaven verricht ten laste van de basisallocatie 33.06.11 van de organisatie-afdeling 25 kunnen de werking en de subsidiëring van de prestaties van vorige jaren dekken.

Art. 22. Elke vastlegging te bepalen in hoofde van de opening van een kredietlijn voor de verwezenlijking van een meerjarenprogramma van grote investering wordt onderworpen aan het visum van de controleur der vastleggingen en aan het Rekenhof.

Art. 23. De kredietlijn toegestaan bij artikel 19 van het bepalend gedeelte van het decreet van 21 december 1992 houdende de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap van 1993 wordt verlengd tot 31 december 1997.

Art. 24. Binnen de perken van de betrokken basisallocaties, kunnen de volgende toelagen worden toegekend :

- O.A. 21 - Algemene zaken
 - Programma 1 - Diverse toelagen
 - Toelage aan de "Académie royale de Médecine de Belgique"
 - O.A. 22 - Preventieve geneeskunde
 - Programma 2 - Diverse toelagen en tegemoetkomingen
 - Toelagen voor acties inzake preventie en bestrijding van de verschillende vormen van verslaafdheid;
 - Tegemoetkomingen in de opsporing van en de profylaxe tegen kanker in de kankercentra (U.L.B. - U.C.L. - U.L.G.) en de regionale centra die onder hun controle werken;
 - Toelagen aan instellingen voor gezondheidsopvoeding en ziektebestrijding;
 - Toelagen aan de confederatie van de bonden voor geestelijke gezondheidszorg;
 - Uitrustingstoelagen toegekend aan instellingen die werken op het vlak van gezondheid, preventie en opsporing.
 - O.A. 25 - Kind
 - Programma 1 - Toelagen
 - Toelagen voor de werkingskosten van de vakantiecentra;
 - Toelagen toegekend in het kader van het beleid voor het kind.
 - O.A. 31 - Algemene Zaken van het Secretariaat-Generaal

- Programma 1 - Informatie over en bevordering van de Franse Gemeenschap
- Toelagen toegekend aan verenigingen of instellingen die activiteiten ontwikkelen inzake informatie over en bevordering van de Franse Gemeenschap, de democratie en de rechten van de mens;
- Programma 2 - Commissariaat-Generaal voor Internationale Betrekkingen van de Franse Gemeenschap (C.G.R.I.)
- Allerlei toelagen
 - Toelagen toegekend aan instellingen die acties ontwikkelen betreffende aangelegenheden die tot de bevoegdheid van de Franse Gemeenschap behoren.
- Programma 3 - Franse Gemeenschapscommissie (COCOF)
- Dotatie aan de Franse Gemeenschapscommissie voor de culturele aangelegenheden.
- O.A. 33 - Hulpverlening aan de Jeugd
- Programma 1 - Jongeren in gevaar en jonge delinquenten
- Toelagen voor acties bestemd voor kansarme jongeren in het kader van de actie "Zomer jongeren";
 - Medefinanciering, tot beloop van een derde, van projecten "werking en personeel" en projecten "infrastructuren" die in aanmerking werden genomen in het kader van het Impulsfonds voor het migrantenbeleid;
 - Tegemoetkomingen in de alternatieve en vernieuwende acties en initiatieven in de sector Hulpverlening aan de Jeugd;
 - Niet-automatische toelagen voor de instellingen die op het vlak van adoptie werken.
- O.A. 61 - Algemene Zaken van Cultuur en Communicatie
- Programma 1 - Diverse initiatieven en tegemoetkomingen
- Steuntoelagen voor het culturele verenigingsleven bij de Belgische Strijdkrachten in Duitsland;
 - Toelagen voor projecten buiten de traditionele categorieën die verschillende disciplines omvatten in de vorm van buitengewone gebeurtenissen;
 - Subsidies voor wetenschappelijk onderzoek en wetenschappelijke studie op het socio-cultureel vlak;
 - Inrichtings- en uitrustings-toelagen voor de culturele verenigingen en instellingen;
 - Tegemoetkomingen ten voordele van ondernemingen die de kennis, de promotie en de culturele productie van de Franse Gemeenschap bevorderen;
 - Bijdrage tot de subsidiëring van de activiteiten verricht in het kader van het Impulsfonds voor het migrantenbeleid.
- Programma 2 - Culturele centra
- Toelage aan het Cultureel Centrum van de Franse Gemeenschap "Le Botanique";
 - Toelage aan het Paleis voor Schone Kunsten van Charleroi;
 - Toelagen aan de Hallen van Schaarbeek - Europees cultureel centrum van de Franse Gemeenschap;
 - Toelage voor de werkings- en bezoldigingskosten voor het personeel van de "Association des centres culturels (A.C.C.) (Vereniging van de Culturele Centra).
- Programma 3 - Steun voor de Franstalige verenigingen van de gemeenten met een speciale taalregeling
- Toelage aan het "Centre de rayonnement de la Culture française" (Centrum voor uitstraling van de Franse Cultuur) (V.Z.W.);
 - Toelage aan de "Association Intercommunale Culturelle de Bruxelles - A.S.B.L."
- Organisatie - Afdeling 62 - Bevordering van de podiumkunsten
- Programma 1 - Diverse initiatieven en tegemoetkomingen
- Toelagen aan filantropische instellingen die zich met kunstenaars bezighouden;
 - Beurzen aan toneelspelers, muzikanten, dansers;
 - Toelage aan het "Maison du spectacle";
 - Toelage aan de vaste instellingen en oorden voor artistieke en culturele verspreiding;
- Programma 2 - Toneelkunst
- Toelagen aan theaters, toneelkunstfestivals en aan verenigingen voor bevordering van of onderzoek inzake toneelkunst.
- Programma 3 - Muziek
- Toelage aan de "Opéra royal de Wallonie";
 - Toelage aan de "Orchestre philharmonique de Liège";
 - Diverse toelagen inzake muziek, voor professionele en niet-professionele muziekactiviteiten;
 - Toelagen voor lyrische kunst, orkesten, festivals en instellingen voor bevordering van muziek.
- Programma 4 - Danskunst
- Toelage aan het "Centre chorégraphique de la Communauté française";
 - Toelage aan danskunst, festivals en instellingen voor choreografische bevordering.
- Organisatie - Afdeling 63 - Boekwezen
- Programma 1 - Openbare lektuurvoorziening
- Toelagen ter ondersteuning van bevorderings- en animatieprogramma's in het kader van de openbare lektuurvoorziening;
 - Toelagen bestemd voor het programma voor informatica-uitrusting van de erkende openbare bibliotheken;
 - Toelagen aan de verenigingen en instellingen voor lektuurbevordering;
 - Toelagen aan de documentatiecentra, aan de centra voor private archieven en aan het Mundaneum.
- Programma 2 - Franse letteren en bevordering van het boek
- Toelage aan de "Académie royale de langue et de littérature françaises";
 - Toelage aan het "Fonds national de la littérature" (Nationaal Fonds voor de Franse letterkunde);
 - Toelagen aan de "Archives et musée de la littérature" (Literatuurarchief en -museum voor de Franse letterkunde);
 - Litteraire beurzen toegekend aan schrijvers en litteraire vertalers;
 - Litteraire prijzen van de Franse Gemeenschap;

- Steun aan literaire uitgevers van de Franse Gemeenschap voor collecties over het patrimonium en de hedendaagse creatie;
- Steun aan uitgevers voor dichtkunst en toneelkunst;
- Steun voor uitgeversinitiatieven die de specificiteit van de verhouding tekst-beeld herwaarderen;
- Subsidies aan verenigingen voor bevordering en verspreiding van franstalige Belgische auteurs;
- Toelagen aan instellingen voor bevordering van dichtkunst;
- Toelagen aan literaire tijdschriften;
- Steun voor de vertaling van de franstalige Belgische auteurs;
- Steun aan uitgevers en boekhandelaars van de Franse Gemeenschap alsook aan hun representatieve instellingen.

Programma 3 - Endogene letteren

- Steun aan de literaire tijdschriften en publicaties van hoog niveau die het patrimonium van de Waalse talen kunnen helpen bewaren;
- Steun voor de opnamen in Waalse talen;
- Prijs voor dialectlitteratuur;

Programma 4 - Franse taal

- Toelagen voor de bevordering en de coördinatie van de initiatieven die bijdragen tot de bescherming, de luister en de verrijking van de Franse taal;
- Steun aan wetenschappelijke of didactische publicaties die zich bezighouden met de Franse taal of de francophonie;
- Steun voor het onderzoek over de Franse taal;
- Steun aan de wetenschappelijke publicaties van de Franse taal;

O.A. 64 - Jeugd en permanente opvoeding

Programma 2 - Jeugd

- Buitengewone toelagen aan de jeugdorganisaties, aan de jongerencentra en diverse verenigingen;
- Toelagen voor activiteiten in het kader van de acties "Zomer jongeren" en "Winter jongeren";
- Toelagen aan jongerencentra en verenigingen die projecten ontwikkelen voor creatie in kansarme kringen;
- Toelagen aan jeugdverenigingen die op het vlak van alfabetisering werken;

Programma 3 - Permanente opvoeding

- Subsidiëring en ondersteuning van de buitengewone activiteiten van de organisaties voor permanente opvoeding;
- Toelagen aan verenigingen voor permanente opvoeding;
- Toelagen aan de centra voor expressie en creativiteit;
- Toelagen aan initiatieven voor permanente opvoeding op het vlak van alfabetisering;
- Toelagen aan organisaties voor socio-culturele promotie van arbeiders.

Programma 4 - Socio-culturele activiteiten

- Toelagen ter bevordering van de acties voor de opleiding van kaderleden of animators van de culturele organisaties en instellingen.

O.A. 65 - Audiovisuele sector

Programma 1 - Diverse initiatieven en tegemoetkomingen

- Tegemoetkomingen in de aankoop van materieel door de instellingen of verenigingen in de audiovisuele sector.

Programma 2 - Film en video

- Toelagen in de audiovisuele sector

Programma 3 - Radio en televisie

- Toelage aan de R.T.B.F.
- Toelage aan de R.T.B.F. voor haar aandeel in de financiering van TV5.

Programma 4 - Pers

- Toelage aan de Beroepsvereniging der Belgische Pers (Pershuis).
- Toelage aan de Algemene Vereniging der Belgische Beroepsjournalisten.

O.A. 66 - Patrimonium en beeldende kunsten

Programma 1 - Diverse uitgaven en toelagen

- Toelagen betreffende tentoonstellingen, publicaties, activiteiten van verenigingen voor de bescherming en de herwaardering van het cultureel patrimonium;
- Toelagen aan de franstalige opvoedingsdiensten van de nationale musea van België;
- Toelagen aan musea;
- Toelagen voor activiteiten ten voordele van beeldende kunsten;
- Toelagen en beurzen aan verenigingen of personen voor de bevordering van beeldende kunsten;
- Toelagen aan verenigingen of instellingen die zich bezighouden met creatieambacht;
- Toelagen op het gebied van etnologie en folklore;
- Steun aan kunstenaars.

O.A. 73 - Lichamelijke opvoeding en sport

Programma 2 - Diverse toelagen

- Toelage voor de deelneming van de franstalige atleten aan de Olympische Spelen.
- Toelage aan de V.Z.W. "Jeunesses maritimes"
- Toelage aan de V.Z.W. "Clearing-House";
- Toelage voor het beheer van de sportcentra.

Sectie 02

Titel VII. — Instellingen van openbaar nut

Art. 25. De begroting van het "Commissariat Général aux Relations Internationales" (Commissariaat-Generaal voor Internationale Betrekkingen van de Franse Gemeenschap van België) voor het begrotingsjaar 1997, gevoegd bij dit decreet, wordt goedgekeurd.

Art. 26. De begroting van het "Agence de Prévention du Sida" (Bureau voor Aids-preventie van de Franse Gemeenschap) voor het begrotingsjaar 1997, gevoegd bij dit decreet, wordt goedgekeurd.

Sectie 03. — Diensten met afzonderlijk beheer

Art. 27. De begroting van het "Centre du Cinéma et de l'Audiovisuel" (Centrum voor de Film en de Audiovisuele Sector van de Franse Gemeenschap) voor het begrotingsjaar 1997, gevoegd bij dit decreet, wordt goedgekeurd.

HOOFDSTUK 3. — Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming

Sectie 01. — Algemene bepalingen

Art. 28. In afwijking van artikel 15 van de wet van 29 oktober 1846 op de inrichting van het Rekenhof :

1. Mogen geldvoorschotten tot een maximumbedrag van 15 000 000 frank verleend worden aan de buitengewone rekenplichtigen van de administratieve diensten van het departement, van de kabinetten, van de buitendiensten en van de diensten met afzonderlijk beheer.

2. Mogen geldvoorschotten tot een maximumbedrag van 25 000 000 frank verleend worden aan de buitengewone rekenplichtige van het Economaat afhankelijk van de "Direction générale des Personnels, des Statuts et de l'Organisation administrative".

3. Mogen geldvoorschotten tot een maximumbedrag van 25 000 000 frank verleend worden aan de rekenplichtigen van het Schoolgebouwenfonds van de Franse Gemeenschap.

4. Die maxima kunnen voor sommige rekenplichtigen aangepast worden bij beslissing van de Regering van de Franse Gemeenschap.

Art. 29. De buitengewone rekenplichtige van de Algemene Directie Basisonderwijs wordt ertoe gemachtigd de bijdrage van de Gemeenschap in het kostgeld van de kinderen, van wie de ouders geen vaste verblijfplaats hebben en die door hun ouders zijn toevertrouwd aan een internaat behorend tot het gesubsidieerd officieel onderwijs of tot het gesubsidieerd vrij onderwijs, door middel van geldvoorschotten te betalen. Bovendien wordt hem machtiging verleend deze bijdrage te betalen in de vorm van driemaandelijke voorschotten.

De buitengewone rekenplichtige van de Algemene Directie Hoger Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek mag door middel van voorschotten de reisbeurzen en geldprijzen voor de laureaten van de universitaire wedstrijden betalen of, op dezelfde wijze, de reiskosten van personen die uit het buitenland komen en ernaar toe reizen.

Art. 30. De uitgaven die betrekking hebben op de werkings- of uitrustingskosten der op het grondgebied van de Bondsrepubliek Duitsland gevestigde scholen, psycho-medisch-sociale centra en kabinetten voor raadpleging en medisch schooltoezicht, en die ter plaatse verricht moeten worden door de diensten afhankelijk van Landsverdediging, mogen gedaan worden overeenkomstig de in de Bondsrepubliek geldende regels en het voorwerp zijn van ordonnances van kredietopering, ongeacht hun bedrag, ten bate van een buitengewoon rekenplichtige aangesteld door de Minister van Landsverdediging, na instemming van de Regering van de Franse Gemeenschap die van hem de rekening voor de aanwending van de voorschotten moet krijgen.

Art. 31. In afwijking van artikel 143, 1e lid, van de op 17 juli 1991 gecoördineerde wetten op de Rijkscomptabiliteit, kunnen de bevoegde Ministers de verantwoordelijken voor het financieel beheer van de scholen en psycho-medisch-sociale centra met afzonderlijk beheer van de Franse Gemeenschap ertoe machtigen, de roerende voorwerpen waarover ze beschikken, te verkopen indien ze niet meer gebruikt kunnen worden.

Art. 32. De niet-gesplitste kredieten op onderstaande basisallocaties mogen uitgaven met betrekking tot de vorige begrotingsjaren dekken : B.A. 11.03, 43.01 en 44.01 van O.A. 56.

Art. 33. De uitgaven voor studietoelagen en -leningen worden aangerekend op O.A. 97 en kunnen als vaste uitgaven vereffend worden.

Art. 34. De weddetoelagen van de leden van het personeel van het basisonderwijs, secundair onderwijs, niet-universitair hoger onderwijs, buitengewoon onderwijs, onderwijs voor sociale promotie en kunstonderwijs en van de psycho-medisch-sociale centra, kunnen als vaste uitgaven vereffend worden.

Art. 35. De betaling van voorschotten aan de rijksdienst voor kinderbijslag voor werknemers, voor de aan het onderwijzend personeel verschuldigde kinderbijslag en de bijbehorende kosten, kan aangerekend worden op de B.A.'s betreffende de betaling van wedden en weddetoelagen opgenomen in tabel III van deze begroting.

De in vorig lid bedoelde uitgaven kunnen als vaste uitgaven vereffend worden.

Art. 36. De toelagen voor de stagemeesters in het basisonderwijs mogen aangerekend worden op de B.A.'s van O.A. 51 betreffende de wedden en weddetoelagen van de betrokken netten.

Deze uitgaven kunnen als vaste uitgaven vereffend worden.

Art. 37. De terugbetaling in verband met de geschillen inzake de inschrijvingsrechten, betaald door de leerlingen en studenten bedoeld in de artikelen 58 en volgende van de wet van 21 juni 1985 betreffende het onderwijs, kunnen aangerekend worden op de B.A.'s betreffende de dotaties of werkingstoelagen voor de inrichtingen die voormelde leerlingen en studenten bezoeken.

Art. 38. De in 1996 toegekende toelagen ten laste van de B.A. 33.01.02 van O.A. 89 mogen uitgaven in verband met het begrotingsjaar 1997 dekken.

Art. 39. In afwijking van artikel 34 van de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991, mogen de batige saldo's van de ordonnanties voor kredietopeningen, uitgegeven ten laste van vroegere budgettaire dienstjaren, toegestaan ten gunste van de buitengewone rekenplichtige aangesteld ten einde de uitgaven te verrichten die betrekking hebben op de werkings- en uitrustingskosten der op het gebied van de in de Bondsrepubliek Duitsland gevestigde scholen, psycho-medisch-sociale centra en kabinetten voor raadpleging en medisch schooltoezicht, dienen voor vastleggingen en uitgaven betreffende het begrotingsjaar 1997.

Art. 40. In verband met de aanwijzing van de opdrachthouders in de technische, vormings- en openluchtcentra van de Franse Gemeenschap bedoeld in artikel 83 van de herstellwet van 31 juli 1984, gewijzigd bij decreet van 27 december 1993, kan de Regering van de Franse Gemeenschap van de basisallocatie "Wedde" het bedrag van de wedden van de opdrachthouders overhevelen naar de dotatie van de betrokken diensten. Die bedragen worden als ontvangsten geboekt in de rekeningen van de gemeenschapsdiensten met afzonderlijk beheer.

Art. 41. In afwijking van artikel 15 van de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd bij het koninklijk besluit van 17 juli 1997, kan de voor het hoger onderwijs bevoegde Minister met de instemming van de Minister van begroting in de O.A. 55 kredieten overdragen tussen de basisallocaties van de programma's 2, 3, 4, 5, 6 en 7.

Art. 42. De Regering krijgt bevestiging, voor 1997, van haar machtiging om haar waarborg te verlenen aan leningen, aangegaan door de publiekrechtelijke maatschappijen voor beheer van de schoolgebouwen van de overheid, ten belope van de niet-gebruikte bedragen van de machtiging verleend bij decreet van 6 december 1993, onder de bij dat decreet bepaalde voorwaarden.

Art. 43. Binnen de perken van de betrokken B.A.'s kunnen volgende toelagen worden toegekend :

O.A. 40 - Secretariaat-generaal en gemeenschappelijke diensten

Programma 0 - Bestaansmiddelen bestuur.

Toelagen voor de sociale actie van het departement voor het onderwijzend en administratief personeel.

O.A. 40 - Secretariaat-generaal en gemeenschappelijke diensten

Programma 5 - Oriënteringscel - Netoverschrijdende activiteiten - ZEP - FIPI - Stichtingen - Legaten en prijzen - Diversen

1. Bijdragen ter bestrijding van mislukkingen op school.

2. Financiering van acties of opleiding voor wederinschakeling in het sociaal en beroepsleven.

3. Allerhande uitgaven voor actie in de scholen binnen het raam van ZEP en FIPI.

O.A. 40 - Secretariaat-generaal en gemeenschappelijke diensten

Programma 7 - Medewerking aan internationale instellingen - Diversen

1. Bijdragen en toelagen voor samenwerking tussen het Departement en diverse internationale instellingen.

2. Bijdrage voor het algemeen commissariaat voor internationale betrekkingen.

O.A. 51 - Basisonderwijs

Programma 7 - Werking vrije gesubsidieerde lagere scholen

Toelagen voor instellingen voor het Franstalig onderwijs.

O.A. 51 - Basisonderwijs

Programma 8 - Bestrijding van de mislukkingen op school - Allerlei toelagen.

Financiering van acties ter bestrijding van de mislukkingen op school en tot verbetering van het aanleren van basisvaardigheden (betaling personeel - werkingskosten).

O.A. 52 - Secundair Onderwijs

Programma 8 - Bestrijding van de mislukkingen op school - Diversen

1. Financiering van acties ter bestrijding van de mislukkingen op school, van initiatieven om het hoofd te bieden aan het probleem van geweld op school en voor maatregelen met het oog op positieve discriminatie.

2. Toelage voor de V.Z.W. "Carrefour Economie Technologie Enseignement".

3. Financiering van acties voor de betrekkingen tussen scholen, media en toneel, alsook voor informatie met het oog op solidariteit en democratie en opleiding van afgevaardigden van de leerlingen.

O.A. 54 - Universitair onderwijs

Programma 1 - Universiteiten van de Gemeenschap

Toelagen voor CHU : uitzonderlijke lasten-financiering van opvoerende investeringen en zware uitrusting.

O.A. 54 - Universitair onderwijs

Programma 2 - Vrije universiteiten

Toelage voor universitair instituut Martin Büber voor studie van het jodendom.

O.A. 54 - Universitair onderwijs

Programma 4 - Allerhande toelagen

Toelagen voor het "Centre interuniversitaire de Formation permanente" te Charleroi, voor het "Centre universitaire de Charleroi" en voor het "Institut polytechnique de Charleroi".

O.A. 54 - Universitair onderwijs

Programma 5 - Universitair onderwijs

1 Toelagen ter bevordering van het hoger universitair onderwijs.

2 Toelagen voor werkingskosten "Centre de recherche métallurgique"

3. Toelage voor het "Collège interuniversitaire d'Etudes doctorales dans les sciences du Management".
4. Toelage voor het "Agence Erasmus".
- O.A. 55 - Niet-universitair hoger onderwijs
- Programma 8 - Niet-universitair hoger onderwijs
1. Toelagen ter bevordering van het NUHO en van acties voor de ontwikkeling van het hoger onderwijs.
 2. Toelagen voor het NUHO in verband met de oprichting van hogescholen.
- O.A. 83 - Kunstonderwijs
- Programma 1 - Allerhande initiatieven en toelagen
1. Toelagen voor werkingskosten "Académie d'été de Wallonie".
 2. Toelagen voor verenigingen bedrijvig inzake het kunstonderwijs van de Gemeenschap.
- O.A. 83 - Kunstonderwijs
- Programma 3 - Werking officiële gesubsidieerde scholen
- Toelagen voor verenigingen bedrijvig inzake het officieel gesubsidieerd kunstonderwijs.
- O.A. 83 - Kunstonderwijs
- Programma 4 - Werking vrije gesubsidieerde scholen
- Toelagen voor verenigingen bedrijvig inzake het vrij gesubsidieerd kunstonderwijs.
- O.A. 83 - Kunstonderwijs
- Programma 6 - Werking officiële gesubsidieerde scholen met beperkt leerplan
- Toelagen voor pedagogische experimenten.
- O.A. 83 - Kunstonderwijs
- Programma 7 - Werking vrije gesubsidieerde scholen met beperkt leerplan
- Toelagen voor pedagogische experimenten.
- O.A. 89 - Schoolgebouwen
- Programma O - Werking van het fonds voor schoolgebouwen en van de instellingen die in de plaats treden van het nationaal waarborgfonds
1. Toelagen voor dringende herstelling van schoollokalen.
 2. Toelagen voor onroerende maatschappijen (decreet van 5 juli 1993).
- O.A. 92 - Organisatie van het onderwijs
- Programma 2 - Organisatie- Structuur - Leerplannen - Opleiding - Onderzoek en voorlichting - Inrichtingen van de Gemeenschap
1. Toelage aan de V.Z.W. "Sport, Culture, Ecole et Solidarité (S.C.E.S.)" te Brussel.
 2. Toelagen aan de V.Z.W. "Fédération sportive de l'Enseignement de la Communauté".
- O.A. 92 - Organisatie van het onderwijs
- Programma 3 - Algemene activiteiten - Onderzoek
1. Toelagen voor pedagogische publicaties.
 2. Toelagen voor de dienst proefondervindelijke opvoedkunde bij de "Université de Liège".
 3. Toelagen voor collectief fundamenteel onderzoek inzake onderwijs (op initiatief van de Ministers).
 4. Kosten voor onderzoek, studies en allerhande uitgaven voor het onderwijsbeleid.
- O.A. 94 - "Académie royale des Sciences, des Lettres et des Beaux-Arts de Belgique"
- Programma 1 - Allerhande toelagen
- Financiering van prijzen, wedstrijden, opdrachten buitenslands, colloquia.
- O.A. 95 - Wetenschappelijk onderzoek
- Programma 1 - Toelagen V.Z.W. of gelijkgestelde
1. Financiering van congressen en colloquia, in België georganiseerd door Franstalige instellingen.
 2. Belgisch geschiedkundig instituut te Rome, Franse School te Athene, onderzoekstations in het buitenland.
 3. Intekening op wetenschappelijke werken en financiering van wetenschappelijke tijdschriften.
 4. Wetenschappelijke en universitaire verenigingen.
 5. Wetenschappelijke samenwerking van laboratoria, diensten en afdelingen van Franstalige Belgische instellingen en van buitenlandse instellingen.
- O.A. 95 - Wetenschappelijk onderzoek
- Programma 2 - Allerhande toelagen
1. Collectief fundamenteel onderzoek - ministerieel initiatief (vroeger : fonds 60.21 A).
 2. Collectief fundamenteel onderzoek - initiatief van de vorsers.
- O.A. 95 - Wetenschappelijk onderzoek
- Programma 3 - Onderzoek
1. Personeels - en werkingsuitgaven ten gevolge van de Belgische deelneming aan internationale activiteiten inzake wetenschapsbeleid.
 2. Toelagen voor congressen en colloquia, in België georganiseerd door Franstalige instellingen (pro memorie).
 3. Toelage "aquarium Dubuisson".
 4. Financiering van prijzen en beurzen - deelneming aan wetenschappelijke activiteiten.
 5. Studiewerk en verspreiding van wetenschappelijke kennis.
 6. Ouder - en studentenverenigingen.
 7. Jonge vorsers en universiteitsstudenten : groepsreizen in het buitenland.
 8. Wetenschappelijke opdrachten in het buitenland : hoogleraar en academisch personeel.
 9. Fonds : expansieplan.
 10. Medisch onderzoek (FGWO).
 11. Toelagen IISN (interuniversitair instituut kernwetenschappen).
 12. Toelagen erkende centra voor menselijke genetica.
 13. Toelagen FRIA (fonds voor opleiding tot het onderzoek in nijverheid en landbouw).

14. Toelagen voor overlegde programma's voor fundamenteel onderzoek en voor wetenschappelijk werk van algemeen nut in het raam van een nationaal programma voor vakgebieden die uitzonderlijk belangrijk zijn voor de wetenschappelijke, culturele en sociaal-economische ontwikkeling van de natie.

15. Toelagen voor de financiering van speciale onderzoeksfondsen in de universitaire instellingen.

Sectie 02

Titel IV. — Afzonderlijke sectie

Art. 44. De verrichtingen op de begrotingsfondsen in de afzonderlijke sectie van tabel III van dit decreet worden geraamd op 2.373,5 miljoen fr. voor de ontvangsten en 2.575,0 miljoen fr. voor de uitgaven.

Art. 45. Artikel 66.48 B "Fonds voor scholing van landbouwers" ontvangt de steungelden van het EOGFL voor financiering van de beroepsopleiding van personen die in de landbouw werkzaam zijn.

Art. 46. De uitgaven van het begrotingsfonds voor de schoolgebouwen van de Franse Gemeenschap en van het Fonds voor schoolgebouwen van het officieel gesubsidieerd onderwijs gebeuren door toedoen van fondsen geopend in de afzonderlijke sectie van de begroting onder de artikelen 60.53 A en 60.54 A onder het rechtstreeks en exclusief gezag van de Minister van Begroting, Financiën en Ambtenarenzaken.

Er wordt voorzien in vastleggingscontrole voor uitgaven met betrekking tot het begrotingsfonds voor de schoolgebouwen van de Franse Gemeenschap.

De uitgaven van de in dit artikel bedoelde instellingen gebeuren binnen de perken van de budgettaire middelen waarover ze kunnen beschikken en waarop de uitgaven voor het personeel en voor de algemene en administratieve werking werden aangerekend.

Sectie 03. — Diensten met afzonderlijk beheer

Art. 47. Goedgekeurd worden :

- De samengevoegde begrotingen van de gemeenschapsdiensten met afzonderlijk beheer voor het onderwijs van de Gemeenschap;
- De samengevoegde begrotingen van de gemeenschapsdiensten met afzonderlijk beheer voor de PMS-centra voor het onderwijs van de Gemeenschap;
- De begroting van de onderwijsinstellingen ressorterend onder het Ministerie van Onderwijs - bedrijfsfondsen (hoeve van de Faculté des sciences agronomiques de Gembloux);
- De begroting van het technisch centrum van het gemeenschapsonderwijs - Frameries;
- De begroting van het "Centre d'auto-formation et de formation continuée" - Tihange.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 20 december 1995.

De Minister-Voorzitter van de Regering van de Franse Gemeenschap, belast met Onderwijs,
de Audiovisuele sector, Hulpverlening aan de Jeugd, Kinderwelzijn en Gezondheidspromotie,
Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Sport en Internationale Betrekkingen,
J.-P. GRAFE

De Minister van Cultuur en Permanente Opvoeding,
Ch. PICQUE

De Minister van Begroting, Financiën en Ambtenarenzaken,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

(In miljoenen frank)

	Niet-gesplitste kredieten	Gesplitste kredieten		Veranderlijke kredieten
		Vastlegingskredieten	Ordonneringskredieten	
SECTOR GEZONDHEID				
ORGANISATIE - AFDELING 21				
Algemene Zaken				
Programma 0	Bestaansmiddelen	2,2	--	--
Programma 1	Diverse toelagen.....	4,8	--	--
Totalen voor de Organisatie - Afdeling 21.....		7,0	--	--
ORGANISATIE - AFDELING 22				
Preventieve geneeskunde				
Programma 1	Diverse acties.....	78,3	--	--
Programma 2	Diverse toelagen en tegemoetkomingen	432,9	--	--
Totalen voor de Organisatie - Afdeling 22.....		511,2	--	--
ORGANISATIE - AFDELING 24				
Medisch schooltoezicht				
Programma 0	Bestaansmiddelen	565,6	--	--
Totalen voor de Organisatie - Afdeling 24.....		565,6	--	--
ORGANISATIE - AFDELING 25				
Kind				
Programma 1	Toelagen			
	Fonds tot toekenning van toelagen voor vakantiecentra(A)	4 427,0	--	--
	- Saldo op 1 januari 1997.....	--	--	--
	- Ontvangsten van het lopende jaar.....	--	--	--
	- Beschikbaar tijdens het jaar 1997	--	--	--
	- Uitgaven van het lopende jaar	--	--	--
	- Saldo op 31 december 1997.....	--	--	--
Totalen voor de Organisatie - Afdeling 25.....		4 427,0	--	--
SECTOR SECRETARIAAT-GENERAAL				
ORGANISATIE - AFDELING 31				
Algemene Zaken				
Programma 0	Bestaansmiddelen	2 935,4	--	--
	Fonds bestemd voor de bezoldiging van de gesubsidieerde contractuelen tewerkgesteld bij het Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken (A)			
	- Saldo per 1 januari 1997	--	--	--
	- Ontvangsten van het lopende jaar.....	--	--	33,6
	- Beschikbaar voor 1997.....	--	--	33,6
	- Uitgaven van het lopende jaar	--	--	33,6
	- Saldo per 31 december 1997	--	--	--

(In miljoenen frank)

	Niet-gesplitste kredieten	Gesplitste kredieten		Veranderlijke kredieten	
		Vastlegingskredieten	Ordonneringskredieten		
Programma 1	Informatie over en bevordering van de Franse Gemeenschap.....	21,5	--	--	--
Programma 2	C.G.R.I. (Commissariaat-Generaal voor Internationale Betrekkingen van de Franse Gemeenschap) - Allerlei toelagen.....	700,5	--	--	--
Programma 3	COCOF (Franse Gemeenschapscommissie).....	345,0	--	--	--
Totalen voor de Organisatie - Afdeling 31.....		4 002,4	--	--	33,6
ORGANISATIE - AFDELING 32					
Economaat					
Programma 0	Bestaansmiddelen.....	288,1	--	--	--
Totalen voor de Organisatie - Afdeling 32.....		288,1	--	--	--
ORGANISATIE - AFDELING 33					
Hulpverlening aan de Jeugd					
Programma 0	Bestaansmiddelen.....	141,9	--	--	--
Programma 1	Jongeren in gevaar en jonge delinkwenten.....	5 515,0	--	--	--
	Fonds bestemd voor de subsidiëring van acties en maatregelen inzake hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming (A)				
	- Saldo per 1 januari 1997.....	--	--	--	--
	- Ontvangsten van het lopende jaar.....	--	--	--	211,8
	- Beschikbaar voor 1997.....	--	--	--	211,8
	- Uitgaven van het lopende jaar.....	--	--	--	211,8
	- Saldo per 31 december 1997.....	--	--	--	--
Totalen voor de Organisatie - Afdeling 33.....		5 656,9	--	--	211,8
ORGANISATIE - AFDELING 34					
Gespecialiseerde sociale hulpverlening					
Programma 1	Delinkwenten en sociaal gehandicapten.....	169,2	--	--	--
Totalen voor de Organisatie - Afdeling 34.....		169,2	--	--	--
SECTOR INFRASTRUCTUUR					
ORGANISATIE - AFDELING 38					
Infrastructuur					
Programma 0	Bestaansmiddelen.....	3,8	--	--	--
Programma 1	Leningslasten, investeringen en toelagen voor investeringen.....	57,0	78,4	80,0	--
Programma 2	Leningslasten, investeringen en toelagen voor investeringen voor de Cultuur.....	69,0	251,0	334,2	--

(In miljoenen frank)

	Niet- gesplitste kredieten	Gesplitste kredieten		Verander- lijke kredieten
		Vastleg- gingskre- dieten	Ordon- nancerings- kredieten	
Fonds voor de culturele infrastructuur (A)				
- Saldo per 1 januari 1997	--	--	--	---
- Ontvangsten van het lopende jaar	--	--	--	15,0
- Beschikbaar voor 1997	--	--	--	15,0
- Uitgaven van het lopende jaar	--	--	--	15,0
- Saldo per 31 december 1997	--	--	--	--
Programma 3 Leningslasten, investeringen en toelagen voor investeringen voor de Sport	--	199,9	202,9	--
Totalen voor de Organisatie - Afdeling 38.....	129,8	529,3	617,1	15,0
SECTOR CULTUUR EN COMMUNICATIE				
ORGANISATIE - AFDELING 61				
Algemene Zaken				
Programma 0 Bestaansmiddelen	74,1	--	--	--
Fonds bestemd voor de uitvoering van het koninklijk besluit nr. 25 van 24 maart 1982 tot opzetting van een programma ter bevoor- dering van de werkgelegenheid in de non-profit sector (sector cultuur) (A)				
- Saldo op 1 januari 1997	--	--	--	---
- Ontvangsten van het lopende jaar	--	--	--	450,0
- Beschikbaar tijdens het jaar 1997	--	--	--	450,0
- Uitgaven van het lopende jaar	--	--	--	450,0
- Saldo op 31 december 1997	--	--	--	--
Exploitatiefonds van het cultureel centrum "Marcel Hicter" te La Marlagne (C)				
- Saldo op 1 januari 1997	--	--	--	--
- Ontvangsten van het lopende jaar	--	--	--	16,0
- Beschikbaar tijdens het jaar 1997	--	--	--	16,0
- Uitgaven voor het lopende jaar	--	--	--	16,0
- Saldo op 31 december 1997	--	--	--	--
Fonds voor de beheersdienst van het centrum voor socio-culturele vorming van Ros- signol (C)				
- Saldo op 1 januari 1997	--	--	--	--
- Ontvangsten van het lopende jaar	--	--	--	3,0
- Beschikbaar tijdens het jaar 1997	--	--	--	3,0
- Uitgaven voor het lopende jaar	--	--	--	3,0
- Saldo op 31 december 1997	--	--	--	--
Fonds voor de beheersdienst van het centrum voor socio-culturele vorming van Séroule (C)				
- Saldo op 1 januari 1997	--	--	--	--
- Ontvangsten van het lopende jaar	--	--	--	2,0
- Beschikbaar tijdens het jaar 1997	--	--	--	2,0
- Uitgaven voor het lopende jaar	--	--	--	2,0
- Saldo op 31 december 1997	--	--	--	--

(In miljoenen frank)

	Niet-gesplitste kredieten	Gesplitste kredieten		Veranderlijke kredieten
		Vastlegingskredieten	Ordonneringskredieten	
Programma 1 Diverse initiatieven en tegemoetkomingen	166,1	--	--	--
Fonds voor wederbelegging van de vergoedingen voor schade toegebracht aan het uitgeleend materiaal en van de opbrengst van de betaalluitleningen (A)				
- Saldo op 1 januari 1997.....	--	--	--	--
- Ontvangsten van het lopende jaar.....	--	--	--	5,0
- Beschikbaar tijdens het jaar 1997	--	--	--	5,0
- Uitgaven voor het lopende jaar.....	--	--	--	5,0
- Saldo op 31 december 1997.....	--	--	--	--
Fonds voor gemeenschappelijke acties van de Executieve met de steun van het Impulsfonds voor het migrantenbeleid (C)				
- Saldo op 1 januari 1997.....	--	--	--	--
- Ontvangsten van het lopende jaar.....	--	--	--	--
- Beschikbaar tijdens het jaar 1997	--	--	--	--
- Uitgaven voor het lopende jaar.....	--	--	--	--
- Saldo op 31 december 1997.....	--	--	--	--
Fonds voor de culturele acties (B)				
- Saldo op 1 januari 1997.....	--	--	--	--
- Ontvangsten van het lopende jaar.....	--	--	--	--
- Beschikbaar tijdens het jaar 1997	--	--	--	--
- Uitgaven voor het lopende jaar.....	--	--	--	--
- Saldo op 31 december 1997.....	--	--	--	--
Stichtingen, giften, legaten en prijzen (B)				
- Saldo op 1 januari 1997.....	--	--	--	--
- Ontvangsten van het lopende jaar.....	--	--	--	--
- Beschikbaar tijdens het jaar 1997	--	--	--	--
- Uitgaven voor het lopende jaar.....	--	--	--	--
- Saldo op 31 december 1997.....	--	--	--	--
Programma 2 Culturele centra.....	420,3	--	--	--
Programma 3 Steun voor de franstalige verenigingen van de gemeenten met een speciale taalregeling.....	10,5	--	--	--
Totalen voor de Organisatie - Afdeling 61.....	671,0	--	--	476,0
ORGANISATIE - AFDELING 62				
Bevordering van de podiumkunsten				
Programma 1 Diverse initiatieven en tegemoetkomingen	76,2	--	--	--
Programma 2 Toneelkunst.....	914,3	--	--	--
Programma 3 Muziek.....	761,6	--	--	--
Programma 4 Danskunst	144,2	--	--	--
Totalen voor de Organisatie - Afdeling 62.....	1 896,3	--	--	--

(In miljoenen frank)

	Niet-gesplitste kredieten	Gesplitste kredieten		Veranderlijke kredieten
		Vastlegingskredieten	Ordonneringskredieten	
ORGANISATIE - AFDELING 63				
Boekwezen				
Programma 1	Openbare lektuurvoorziening	370,9	--	--
	Fonds voor de centra voor openbare lektuurvoorziening van de Franse Gemeenschap, voor de centrale openbare bibliotheek van de Franse Gemeenschap en voor het Centrum voor openbare lektuurvoorziening van de Franse Gemeenschap (C)			
	- Saldo op 1 januari 1997.....	--	--	--
	- Ontvangsten van het lopende jaar.....	--	--	2,2
	- Beschikbaar tijdens het jaar 1997	--	--	2,2
	- Uitgaven voor het lopende jaar.....	--	--	2,2
	- Saldo op 31 december 1997.....	--	--	--
Programma 2	Franse letteren en bevordering van het boek....	117,8	--	--
	Fonds voor het uitgeven van boeken (B)			
	- Saldo op 1 januari 1997.....	--	--	--
	- Ontvangsten van het lopende jaar.....	--	--	5,6
	- Beschikbaar tijdens het jaar 1997	--	--	5,6
	- Uitgaven voor het lopende jaar.....	--	--	5,6
	- Saldo op 31 december 1997.....	--	--	--
	Steunfondsen voor verspreiding (B)			
	- Saldo op 1 januari 1997.....	--	--	--
	- Ontvangsten van het lopende jaar.....	--	--	0,6
	- Beschikbaar tijdens het jaar 1997	--	--	0,6
	- Uitgaven voor het lopende jaar.....	--	--	0,6
	- Saldo op 31 december 1997.....	--	--	--
Programma 3	Endogene letteren	2,5	--	--
Programma 4	Franse taal	8,8	--	--
Totalen voor de Organisatie - Afdeling 63.....		500,0	--	8,4
ORGANISATIE - AFDELING 64				
Jeugd en permanente opvoeding				
Programma 1	Diverse initiatieven en tegemoetkomingen	0,5	--	--
Programma 2	Jeugd	396,7	--	--
Programma 3	Permanente opvoeding	645,0	--	--
Programma 4	Socio-culturele activiteiten	41,3	--	--
	Fonds voor socio-culturele vorming (C)			
	- Saldo op 1 januari 1997.....	--	--	--
	- Ontvangsten van het lopende jaar.....	--	--	0,3
	- Beschikbaar tijdens het jaar 1997	--	--	0,3
	- Uitgaven voor het lopende jaar.....	--	--	0,3
	- Saldo op 31 december 1997.....	--	--	--
Totalen voor de Organisatie - Afdeling 64.....		1 083,5	--	0,3

(In miljoenen frank)

	Niet-gesplitste kredieten	Gesplitste kredieten		Veranderlijke kredieten
		Vastlegingskredieten	Ordonneringskredieten	
ORGANISATIE - AFDELING 65				
Audiovisuele sector				
Programma 0	Bestaansmiddelen.....	1,2	--	--
Programma 1	Diverse initiatieven en tegemoetkomingen	8,2	--	--
Programma 2	Film en video.....	554,6	--	--
Programma 3	Radio en televisie.....	6 410,8	--	--
Steunfonds voor creatie op radio (B)				
	- Saldo op 1 januari 1997.....	--	--	--
	- Ontvangsten van het lopende jaar.....	--	--	9,5
	- Beschikbaar tijdens het jaar 1997	--	--	9,5
	- Uitgaven voor het lopende jaar.....	--	--	9,5
	- Saldo op 31 december 1997.....	--	--	--
Programma 4	Pers.....	40,9	--	--
Fonds voor ontwikkeling van de geschreven pers (A)				
	- Saldo op 1 januari 1997.....	--	--	--
	- Ontvangsten van het lopende jaar.....	--	--	170,0
	- Beschikbaar tijdens het jaar 1997	--	--	170,0
	- Uitgaven voor het lopende jaar.....	--	--	170,0
	- Saldo op 31 december 1997.....	--	--	--
Totalen voor de Organisatie - Afdeling 65.....		7 015,7	--	179,5
ORGANISATIE - AFDELING 66				
Patrimonium en beeldende kunsten				
Programma 0	Bestaansmiddelen.....	21,9	--	--
Programma 1	Diverse uitgaven en toelagen.....	212,4	--	--
Totalen voor de Organisatie - Afdeling 66.....		234,3	--	--
SECTOR SPORT				
ORGANISATIE - AFDELING 71				
Algemene zaken				
Programma 0	Bestaansmiddelen.....	59,0	--	--
Fonds bestemd voor de uitvoering van het koninklijk besluit nr. 25 van 24 maart 1982 tot opzetting van een programma ter bevordering van de werkgelegenheid in de non-profit sector (sector sport) (A)				
	- Saldo op 1 januari 1997.....	--	--	--
	- Ontvangsten van het lopende jaar.....	--	--	--
	- Beschikbaar tijdens het jaar 1997	--	--	--
	- Uitgaven voor het lopende jaar.....	--	--	--
	- Saldo op 31 december 1997.....	--	--	--
Totalen voor de Organisatie - Afdeling 71		59,0	--	--

(In miljoenen frank)

	Niet-gesplitste kredieten	Gesplitste kredieten		Veranderlijke kredieten
		Vastlegingskredieten	Ordonneringskredieten	
ORGANISATIE - AFDELING 73				
Lichamelijke opvoeding en sport				
Programma 0	Bestaansmiddelen	25,7	--	--
	Sportfonds - Bezoldigingen (A)			
	- Saldo op 1 januari 1997.....	--	--	--
	- Ontvangsten van het lopende jaar.....	--	--	170,0
	- Beschikbaar tijdens het jaar 1997.....	--	--	170,0
	- Uitgaven voor het lopende jaar.....	--	--	170,0
	- Saldo op 31 december 1997.....	--	--	--
	Sportfonds - Activiteiten (C)			
	- Saldo op 1 januari 1997.....	--	--	--
	- Ontvangsten van het lopende jaar.....	--	--	360,0
	- Beschikbaar tijdens het jaar 1997.....	--	--	360,0
	- Uitgaven voor het lopende jaar.....	--	--	360,0
	- Saldo op 31 december 1997.....	--	--	--
Programma 1	Onderzoek en ontwikkeling	19,5	--	--
Programma 2	Diverse toelagen.....	365,4	--	--
<hr/>				
	Totalen voor de Organisatie - Afdeling 73.....	410,6	--	530,0
ORGANISATIE - AFDELING 74				
Externe sportdiensten				
Programma 1	Diverse initiatieven.....	39,2	--	--
<hr/>				
	Totalen voor de Organisatie - Afdeling 74.....	39,2	--	--
<hr/>				
	Totaal Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken.	28 760,0	529,3	617,1
				1 454,6

Afzonderlijke sectie

(In miljoenen frank)

Artikel	Wijze van beschikking	TEKSTEN	Saldo op 1 januari 1997	Ontvangsten van het jaar	Uitgaven van het jaar	Saldo op 31 december 1997
SECTOR SOCIALE ZAKEN						
SECTIE I.- Uitgaven van de Franse Gemeenschap op inkomsten met speciale bestemming						
66.07	A	Uitvoering van het koninklijk besluit nr. 25 van 24 maart 1982 tot opzetting van een programma ter bevordering van de werkgelegenheid in de non-profit sector - Hulpverlening aan gezinnen. (Er mogen thesaurievoorschotten toegekend worden binnen de perken van de totale bedragen van de overeenkomsten betreffende de sector en bedoeld in artikel 9 van het bovengenoemd koninklijk besluit nr. 25).....	--	--	--	--
<hr/>						
		Totalen voor sectie I.....	--	--	--	--
<hr/>						
		Totalen voor de sector Sociale Zaken.....	--	--	--	--

Diensten met afzonderlijk beheer

Art. 70.05.B — Centrum voor de film en de audiovisuele sector

(In miljoenen frank)

1. Saldo op 1 januari	247,3
2. Ontvangsten	
2.1. Dotatie van de Franse Gemeenschap (B.A. 41.03- O.A. 65)	374,7
2.2. Bijdrage tot de audiovisuele creatie van de abonnees via sommige verdelers	44,5
2.3. Allerlei inkomsten	6,0
	672,5
3. Uitgaven	
3.1. Uitvoering in 1997 van verplichtingen aangegaan in de loop van de vorige jaren	297,8
3.2. Activiteiten inzake animatie en productie op het audiovisueel vlak	9,6
3.3. Premies voor de filmindustrie	46,1
3.4. Gastateliers en produktieateliers	40,5
3.5. Toelagen voor de bevordering en de verspreiding van de film	12,1
3.6. Steun voor creatie (weer op gang brengen van de zelfstandige productie met de RTBF)	49,0
3.7. Toelagen aan de verenigingen voor de bevordering en de verspreiding van de audiovisuele sector	47,0
3.8. Steun voor de filmproductie	149,9
3.9. Uitgaven van alle aard in verband met de audiovisuele sector	4,5
3.10. Uitgaven met betrekking tot co-producties krachtens internationale overeenkomsten	16,0
	672,5
4. Resultaat	--

TABEL II. — Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming

(In miljoenen frank)

	Niet-gesplitste kredieten	Gesplitste kredieten		Veranderlijke kredieten
		Vastlegingskredieten	Ordonneringskredieten	
ORGANISATIE - AFDELING 05				
Kabinet van de Minister van Begroting, Financiën en Ambtenarenzaken				
Programma 0	Bestaansmiddelen.....	p.m.	--	--
Totalen voor de Organisatie - Afdeling 05.....				
		p.m.	--	--
ORGANISATIE - AFDELING 40				
Secretariaat-generaal en gemeenschappelijke diensten				
Programma 0	Bestaansmiddelen bestuur	1 857,3	--	--
	Organiek fonds : leningskas voor personeelsleden (C)			
	- Saldo op 1 januari 1997.....	--	--	--
	- Ontvangsten lopend jaar	--	--	2,5
	- Beschikbaar voor 1997.....	--	--	2,5
	- Uitgaven lopend jaar.....	--	--	2,5
	- Saldo op 31 december 1997.....	--	--	--

(In miljoenen frank)

	Niet-gesplitste kredieten	Gesplitste kredieten		Veranderlijke kredieten
		Vastlegingskredieten	Ordonneringskredieten	
Programma 1	Provisie voor diverse lasten.....	2 012,9	--	--
Programma 2	Fonds voor beroepsopleiding en wederinschakeling in het beroepsleven - Culturele zaken en C.O.C.O.F.....	--	--	--
	Fonds voor beroepsopleiding en wederinschakeling in het beroepsleven - Culturele zaken (C)			
	- Saldo op 1 januari 1997.....	--	--	--
	- Ontvangsten lopend jaar.....	--	--	600,0
	- Beschikbaar voor 1997.....	--	--	600,0
	- Uitgaven lopend jaar.....	--	--	600,0
	- Saldo op 31 december 1997.....	--	--	--
	Fonds voor beroepsopleiding en wederinschakeling in het beroepsleven - C.O.C.O.F. (C)			
	- Saldo op 1 januari 1997.....	--	--	--
	- Ontvangsten lopend jaar.....	--	--	450,0
	- Beschikbaar voor 1997.....	--	--	450,0
	- Uitgaven lopend jaar.....	--	--	450,0
	- Saldo op 31 december 1997.....	--	--	--
Programma 3	Statistieken, documentatiecentra, bibliotheek en cel modernisering en opleiding.....	25,7	--	--
Programma 4	Secretariaat-generaal, interministeriële cel Thesaurie en Begroting.....	25,3	--	--
Programma 5	Pilootcel-Netoverschrijdende activiteit - "ZEP" - "FIP!" - Stichtingen - Legaten en prijzen - Diversen.....	102,0	--	--
	Impulsfonds migrantenbeleid (A)			
	- Saldo op 1 januari 1997.....	--	--	--
	- Ontvangsten lopend jaar.....	--	--	45,0
	- Beschikbaar voor 1997.....	--	--	45,0
	- Uitgaven lopend jaar.....	--	--	45,0
	- Saldo op 31 december 1997.....	--	--	--
	Fonds voor beroepsopleiding en wederinschakeling in het beroepsleven - Onderwijs met beperkt leerplan (C)			
	- Saldo op 1 januari 1997.....	--	--	--
	- Ontvangsten lopend jaar.....	--	--	100,0
	- Beschikbaar voor 1997.....	--	--	100,0
	- Uitgaven lopend jaar.....	--	--	100,0
	- Saldo op 31 december 1997.....	--	--	--
	Fonds voor betaling van prijzen aan scholen met afzonderlijk beheer en terlasteneming van de rente van financiële beleggingen en van de kosten voor beheer en wederbelegging (B)			
	- Saldo op 1 januari 1997.....	--	--	--
	- Ontvangsten lopend jaar.....	--	--	1,0
	- Beschikbaar voor 1997.....	--	--	1,0
	- Uitgaven lopend jaar.....	--	--	1,0
	- Saldo op 31 december 1997.....	--	--	--
Programma 6	Rechtskundige dienst en vertaaldienst.....	22,5	--	--

(In miljoenen frank)

	Niet- gesplitste kredieten	Gesplitste kredieten		Verander- lijke kredieten
		Vastleg- gingskre- dieten	Ordon- nancerings- kredieten	
Programma 7 Medewerking aan internationale instellingen - Diversen.....	123,3	--	--	--
Programma 8 CIV en drukkerij.....	284,0	--	--	--
Programma 9 Beroepsopleiding en wederinschakeling in het beroepsleven - Diverse initiatieven				
Fonds voor uitbetaling van de bezoldiging van de gesubsidieerde contractuelen van het secretariaat-generaal en gemeenschappelijke diensten (B)				
- Saldo op 1 januari 1997.....	--	--	--	--
- Ontvangsten lopend jaar.....	--	--	--	25,0
- Beschikbaar voor 1997.....	--	--	--	25,0
- Uitgaven lopend jaar.....	--	--	--	25,0
- Saldo op 31 december 1997.....	--	--	--	--
Fonds voor beroepsopleiding en wederinschakeling in het beroepsleven - Waals Gewest (C)				
- Saldo op 1 januari 1997.....	--	--	--	--
- Ontvangsten lopend jaar.....	--	--	--	1 550,0
- Beschikbaar voor 1997.....	--	--	--	1 550,0
- Uitgaven lopend jaar.....	--	--	--	1 550,0
- Saldo op 31 december 1997.....	--	--	--	--
Fonds voor beroepsopleiding en wederinschakeling in het beroepsleven - Onderwijs voor sociale promotie (C)				
- Saldo op 1 januari 1997.....	--	--	--	--
- Ontvangsten lopend jaar.....	--	--	--	286,6
- Beschikbaar voor 1997.....	--	--	--	286,6
- Uitgaven lopend jaar.....	--	--	--	286,6
- Saldo op 31 december 1997.....	--	--	--	--
Totalen voor de Organisatie - Afdeling 40.....	4 453,0	--	--	3 060,1
ORGANISATIE - AFDELING 51				
Basisonderwijs				
Programma 0 Bestaansmiddelen bestuur.....	2,5	--	--	--
Programma 1 Bestaansmiddelen inspectie.....	275,0	--	--	--
Programma 2 Werking kleuterscholen van de Gemeenschap.....	952,0	--	--	--
Programma 3 Werking van de officiële gesubsidieerde kleuterscholen.....	6 561,3	--	--	--
Programma 4 Werking van de vrije gesubsidieerde kleuterscholen.....	4 706,8	--	--	--
Programma 5 Werking van de lagere scholen van de Gemeenschap.....	3 636,6	--	--	--
Programma 6 Werking van de officiële gesubsidieerde lagere scholen.....	14 728,4	--	--	--
Programma 7 Werking van de vrije gesubsidieerde lagere scholen.....	12 684,8	--	--	--
Programma 8 Bestrijding van de mislukkingen op school - Allerlei toelagen.....	400,0	--	--	--

(In miljoenen frank)

	Niet-gesplitste kredieten	Gesplitste kredieten		Veranderlijke kredieten
		Vastlegingskredieten	Ordonneringskredieten	
Programma 9				
Allerlei initiatieven van het Waals Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest inzake tewerkstelling				
Fonds voor uitbetaling van de bezoldiging van de gesubsidieerde contractuelen - Basisonderwijs (B)				
- Saldo op 1 januari 1997.....	--	--	--	--
- Ontvangsten lopend jaar	--	--	--	718,9
- Beschikbaar voor 1997.....	--	--	--	718,9
- Uitgaven lopend jaar	--	--	--	718,9
- Saldo op 31 december 1997.....	--	--	--	--
Totalen voor de Organisatie - Afdeling 51.....	43 947,4	--	--	718,9
ORGANISATIE - AFDELING 52				
Secundair onderwijs				
Programma 0	Bestaansmiddelen bestuur	21,5	--	--
Programma 1	Bestaansmiddelen inspectie	185,1	--	--
Programma 2	Werking Gemeenschapsscholen met volledig leerplan.....	21 517,9	--	--
Programma 3	Werking officiële gesubsidieerde scholen met volledig leerplan.....	12 969,7	--	--
Programma 4	Werking vrije gesubsidieerde scholen met volledig leerplan.....	35 748,8	--	--
Programma 5	Werking Gemeenschapsscholen met beperkt leerplan.....	167,6	--	--
Programma 6	Werking officiële gesubsidieerde scholen met beperkt leerplan.....	104,3	--	--
Programma 7	Werking vrije gesubsidieerde scholen met beperkt leerplan.....	328,0	--	--
Programma 8	Bestrijding van de mislukkingen op school - Diversen.....	523,0	--	--
Programma 9	Actie Europees sociaal fonds (B) - Allerlei initiatieven van het Waals Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest inzake tewerkstelling	--	--	--
Interventiefonds ESF (B)				
- Saldo op 1 januari 1997.....	--	--	--	--
- Ontvangsten lopend jaar	--	--	--	135,3
- Beschikbaar voor 1997.....	--	--	--	135,3
- Uitgaven lopend jaar.....	--	--	--	135,3
- Saldo op 31 december 1997.....	--	--	--	--
Fonds voor uitbetaling van de bezoldiging van de gesubsidieerde contractuelen - Secundair onderwijs (B)				
- Saldo op 1 januari 1997.....	--	--	--	--
- Ontvangsten lopend jaar	--	--	--	280,9
- Beschikbaar voor 1997.....	--	--	--	280,9
- Uitgaven lopend jaar	--	--	--	280,9
- Saldo op 31 december 1996.....	--	--	--	--
Totalen voor de Organisatie - Afdeling 52.....	71 565,9	--	--	416,2

(In miljoenen frank)

	Niet-gesplitste kredieten	Gesplitste kredieten		Veranderlijke kredieten
		Vastlegingskredieten	Ordonneringskredieten	
ORGANISATIE - AFDELING 53				
Buitengewoon onderwijs				
Programma 0	Bestaansmiddelen bestuur	7,8	--	--
Programma 1	Bestaansmiddelen inspectie	30,9	--	--
Programma 2	Werking Gemeenschapsscholen	3 336,8	--	--
Programma 3	Werking officiële gesubsidieerde scholen	2 422,9	--	--
Programma 4	Werking vrije gesubsidieerde scholen	4 656,6	--	--
Programma 5	Allerlei initiatieven van het Waals Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest inzake tewerkstelling	--	--	--
Fonds voor uitbetaling van de bezoldiging van de gesubsidieerde contractuelen - Buitengewoon onderwijs (B)				
	- Saldo op 1 januari 1997	--	--	--
	- Ontvangsten lopend jaar	--	--	104,1
	- Beschikbaar voor 1997	--	--	104,1
	- Uitgaven lopend jaar	--	--	104,1
	- Saldo op 31 december 1997	--	--	--
Totalen voor de Organisatie - Afdeling 53		10 455,0	--	104,1
ORGANISATIE - AFDELING 54				
Universitair onderwijs				
Programma 0	Bestaansmiddelen bestuur	--	--	--
Programma 1	Universiteiten van de Gemeenschap	5 633,4	--	--
Programma 2	Vrije universiteiten	11 889,1	--	--
Programma 3	Toezicht over de universiteiten	23,1	--	--
Programma 4	Allerhande toelagen	8,9	--	--
Programma 5	Universitair onderwijs	76,8	--	--
Totalen voor de Afdeling 54		17 631,3	--	--
ORGANISATIE - AFDELING 55				
Hogescholen en niet-universitair hoger onderwijs				
Programma 0	Bestaansmiddelen bestuur	8,4	--	--
Programma 1	Bestaansmiddelen inspectie	4,7	--	--
Programma 2	Werking Gemeenschapsscholen van het lange type	2 719,7	--	--
Programma 3	Werking officiële gesubsidieerde Hogescholen	2 919,4	--	--
Programma 4	Werking vrije gesubsidieerde Hogescholen	4 444,4	--	--
Programma 5	Werking scholen voor architectuuronderwijs van de Franse Gemeenschap	80,2	--	--
Programma 6	Werking officiële gesubsidieerde scholen voor architectuuronderwijs van de Franse Gemeenschap	185,8	--	--

(In miljoenen frank)

	Niet-gesplitste kredieten	Gesplitste kredieten		Veranderlijke kredieten	
		Vastlegingskredieten	Ordonneringskredieten		
Programma 7	Werking vrije gesubsidieerde scholen voor architectuuronderwijs van de Franse Gemeenschap.....	207,8	--	--	--
Programma 8	Hogescholen en niet-universitair hoger onderwijs.....	377,1	--	--	--
Programma 9	Allerlei initiatieven van het Waals Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest inzake tewerkstelling.....	--	--	--	--
	Fonds voor uitbetaling van de bezoldiging van de gesubsidieerde contractuelen - NUHO (B)				
	- Saldo op 1 januari 1997.....	--	--	--	--
	- Ontvangsten lopend jaar.....	--	--	--	69,4
	- Beschikbaar voor 1997.....	--	--	--	69,4
	- Uitgaven lopend jaar.....	--	--	--	69,4
	- Saldo op 31 december 1997.....	--	--	--	--
Totalen voor de Organisatie - Afdeling 55.....		10 947,5	--	--	69,4
ORGANISATIE - AFDELING 56					
Onderwijs voor sociale promotie					
Programma 0	Bestaansmiddelen bestuur.....	11,3	--	--	--
Programma 1	Bestaansmiddelen inspectie.....	22,8	--	--	--
Programma 2	Werking Gemeenschapsscholen.....	1 123,5	--	--	--
	Fonds voor aanwending van de ontvangsten voortvloeiend uit de toepassing van de artikelen 114 en 115 van het decreet van 16 april 1991 (B)				
	- Saldo op 1 januari 1997.....	--	--	--	--
	- Ontvangsten lopend jaar.....	--	--	--	10,5
	- Beschikbaar voor 1997.....	--	--	--	10,5
	- Uitgaven lopend jaar.....	--	--	--	10,5
	- Saldo op 31 december 1997.....	--	--	--	--
Programma 3	Werking officiële gesubsidieerde scholen.....	1 760,9	--	--	--
	Fonds voor de aanwending van de ontvangsten voortvloeiend uit de toepassing van de artikelen 114 en 115 van het decreet van 16 april 1991 (B)				
	- Saldo op 1 januari 1997.....	--	--	--	--
	- Ontvangsten lopend jaar.....	--	--	--	10,5
	- Beschikbaar voor 1997.....	--	--	--	10,5
	- Uitgaven lopend jaar.....	--	--	--	10,5
	- Saldo op 31 december 1997.....	--	--	--	--

(In miljoenen frank)

	Niet-gesplitste kredieten	Gesplitste kredieten		Veranderlijke kredieten
		Vastlegingskredieten	Ordonneringskredieten	
Programma 4	Werking vrije gesubsidieerde scholen.....	1 072,3	--	--
	Fonds voor de aanwending van de ontvangsten voortvloeiend uit de toepassing van de artikelen 114 en 115 van het decreet van 16 april 1991 (B)			
	- Saldo op 1 januari 1997.....	--	--	--
	- Ontvangsten lopend jaar	--	--	14,5
	- Beschikbaar voor 1997.....	--	--	14,5
	- Uitgaven lopend jaar.....	--	--	14,5
	- Saldo op 31 december 1997.....	--	--	--
Programma 5	Actie Europees Sociaal Fonds.....	--	--	--
	Interventiefonds ESF (B)			
	- Saldo op 1 januari 1997.....	--	--	--
	- Ontvangsten lopend jaar	--	--	288,0
	- Beschikbaar voor 1997.....	--	--	288,0
	- Uitgaven lopend jaar.....	--	--	288,0
	- Saldo op 31 december 1997.....	--	--	--
Programma 6	Allerlei initiatieven van het Waals Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest inzake tewerkstelling	--	--	--
	Fonds voor uitbetaling van de bezoldiging van de gesubsidieerde contractuelen - Onderwijs voor sociale promotie (B)			
	- Saldo op 1 januari 1997.....	--	--	--
	- Ontvangsten lopend jaar	--	--	40,9
	- Beschikbaar voor 1997.....	--	--	40,9
	- Uitgaven lopend jaar.....	--	--	40,9
	- Saldo op 31 december 1997.....	--	--	--
	Totalen voor de Organisatie - Afdeling 56.....	3 990,8	--	364,4
	ORGANISATIE - AFDELING 82			
	Vorming			
Programma 0	Bestaansmiddelen bestuur	100,1	--	--
Programma 1	Allerhande initiatieven - Opleiding arbeiders en bedienden	--	--	--
Programma 2	Allerhande toelagen - Opleiding arbeiders en bedienden.....	--	--	--
Programma 3	Allerhande initiatieven - Opleiding van zelfstandigen.....	--	--	--
Programma 4	Allerhande toelagen - Opleiding van zelfstandigen	--	--	--
	Totalen voor de Organisatie - Afdeling 82.....	100,1	--	--

(In miljoenen frank)

	Niet-gesplitste kredieten	Gesplitste kredieten		Veranderlijke kredieten
		Vastlegingskredieten	Ordonneringskredieten	
ORGANISATIE - AFDELING 83				
Kunstonderwijs				
Programma 0	Bestaansmiddelen bestuur	3,3	--	--
Programma 1	Allerhande initiatieven en toelagen	16,4	--	--
Programma 2	Werking instellingen voor hoger onderwijs van de Gemeenschap	833,3	--	--
Programma 3	Werking officiële gesubsidieerde instellingen voor hoger onderwijs	240,9	--	--
Programma 4	Werking vrije gesubsidieerde instellingen voor hoger onderwijs	532,6	--	--
Programma 5	Werking officiële gesubsidieerde instellingen voor secundair onderwijs met volledig leerplan	209,1	--	--
Programma 6	Werking officiële gesubsidieerde instellingen met beperkt leerplan	2 119,8	--	--
Programma 7	Werking vrije gesubsidieerde instellingen met beperkt leerplan	267,1	--	--
Totalen voor de Organisatie - Afdeling 83		4 222,5	--	--
ORGANISATIE - AFDELING 89				
Schoolgebouwen				
Programma 0	Werking van het Fonds voor schoolgebouwen en van de instellingen die in de plaats treden van het Nationaal Waarborgfonds	3 675,1	400,0	400,0
Fonds bestemd voor de uitbetaling van de bezoldiging van de personeelsleden van het "Fonds de garantie des Batiments scolaires" (B)				
	- Saldo op 1 januari 1997	--	--	--
	- Ontvangsten lopend jaar	--	--	38,0
	- Beschikbaar voor 1997	--	--	38,0
	- Uitgaven lopend jaar	--	--	38,0
	- Saldo op 31 december 1997	--	--	--
Totalen voor de Organisatie - Afdeling 89		3 675,1	400,0	400,0
ORGANISATIE - AFDELING 91				
Dienst leerlingenvervoer				
Programma 0	Bestaansmiddelen bestuur	--	--	--
Programma 1	Vervoer in het Gemeenschapsonderwijs	10,4	--	--
Totalen voor de Organisatie - Afdeling 91		10,4	--	--

(In miljoenen frank)

	Niet-gesplitste kredieten	Gesplitste kredieten		Veranderlijke kredieten
		Vastlegingskredieten	Ordonneringskredieten	
ORGANISATIE - AFDELING 92				
Organisatie van het Onderwijs				
Programma 0	Bestaansmiddelen bestuur	21,0	--	--
Programma 1	Bestaansmiddelen inspectie	8,0	--	--
Programma 2	Organisatie van het onderwijs - Structuren - Leerplannen - Opleiding, onderzoek en voor- lichting - Inrichtingen van de Franse Gemeenschap.....	116,7	--	--
Programma 3	Algemene activiteiten - Onderzoek.....	69,0	--	--
Programma 4	Organisatie van het onderwijs - Technisch en vormingscentrum van het personeel van de Franse Gemeenschap - Onderwijsmedia en buitenschoolse activiteiten - Inrichtingen van de Franse Gemeenschap.....	112,0	--	--
Programma 5	Openluchtcentra Franse Gemeenschap.....	--	--	--
Programma 6	Organisatie van het onderwijs - Vormingsacti- viteiten in het hoger onderwijs - Onderzoek.	4,0	--	--
Totalen voor de Organisatie - Afdeling 92.....		330,7	--	--
ORGANISATIE - AFDELING 93				
PMS-centra				
Programma 0	Bestaansmiddelen bestuur	1,4	--	--
Programma 1	Bestaansmiddelen inspectie	11,0	--	--
Programma 2	Werking PMS-centra van de Gemeenschap.....	773,8	--	--
Programma 3	Werking officiële gesubsidieerde PMS-centra....	611,3	--	--
Programma 4	Werking vrije gesubsidieerde PMS-centra	895,5	--	--
Totalen voor de Organisatie - Afdeling 93.....		2 293,0	--	--
ORGANISATIE - AFDELING 94				
"Académie royale des Sciences, des Lettres et des Beaux-Arts de Belgique"				
Programma 0	Bestaansmiddelen bestuur	26,5	--	--
Programma 1	Allerhande toelagen	12,2	--	--
Totalen voor de Afdeling 94.....		38,7	--	--
ORGANISATIE - AFDELING 95				
Wetenschappelijk Onderzoek				
Programma 0	Bestaansmiddelen	5,0	--	--
Programma 1	Toelagen VZW of gelijkgesteld	19,1	--	--
Programma 2	Allerhande toelagen	454,2	--	--
Programma 3	Wetenschappelijk Onderzoek	2 561,9	--	--

(In miljoenen frank)

Artikel	Wijze van beschikking	TEKSTEN	Saldo op 1 januari 1997	Ontvangsten van het jaar	Uitgaven van het jaar	Saldo op 31 december 1997
Fonds voor Wetenschappelijk Onderzoek (B)						
		- Saldo op 1 januari 1997.....	--	--	--	--
		- Ontvangsten lopend jaar	--	--	--	--
		- Beschikbaar voor 1997.....	--	--	--	--
		- Uitgaven lopend jaar.....	--	--	--	--
		- Saldo op 31 december 1997.....	--	--	--	--
Totalen voor de Organisatie - Afdeling 95.....			3 040,2	--	--	--
ORGANISATIE - AFDELING 96						
Afstandsonderwijs						
Programma 0		Bestaansmiddelen.....	113,2	--	--	--
Totalen voor de Organisatie - Afdeling 96.....			113,2	--	--	--
ORGANISATIE - AFDELING 97						
Studietoelagen en -leningen						
Programma 0		Bestaansmiddelen.....	15,0	--	--	--
Programma 1		Toelagen en leningen.....	1 411,9	--	--	--
Fonds betaling studietoelagen (B)						
		- Saldo op 1 januari 1997.....	--	--	--	--
		- Ontvangsten lopend jaar	--	--	--	30,0
		- Beschikbaar voor 1997.....	--	--	--	30,0
		- Uitgaven lopend jaar.....	--	--	--	30,0
		- Saldo op 31 december 1997.....	--	--	--	--
Fonds betaling studieleningen (C)						
		- Saldo op 1 januari 1997.....	--	--	--	--
		- Ontvangsten lopend jaar	--	--	--	20,0
		- Beschikbaar voor 1997.....	--	--	--	20,0
		- Uitgaven lopend jaar.....	--	--	--	20,0
		- Saldo op 31 december 1997.....	--	--	--	--
Totalen voor de Organisatie - Afdeling 97.....			1 426,9	--	--	50,0
Algemene totalen van het Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming.....			178 241,7	400,0	400,0	4 821,1

Afzonderlijke sectie

(In miljoenen frank)

Artikel	Wijze van beschikking	TEKSTEN	Saldo op 1 januari 1997	Ontvangsten van het jaar	Litgaven van het jaar	Saldo op 31 december 1997
		Uitgaven van de Franse Gemeenschap op inkomsten met speciale bestemming				
		Hoofdstuk I				
		Uitgaven van de Franse Gemeenschap op inkomsten met speciale bestemming				
		Fondsen voornamelijk gestijfd door begrotingskredieten				
60.53	A	Verrichtingen van het Begrotingsfonds voor de Schoolgebouwen van de Gemeenschap, gestijfd door de rekening geopend bij het Gemeentekrediet van België bij toepassing van artikel 5, § 3, van het decreet dd. 5 februari 1990 met betrekking tot de schoolgebouwen (<i>afzonderlijk beheer</i>). Dat fonds wordt aanvullend gestijfd door overdrachten van de volgende B.A. : O.A. 89 - B.A. 01.01	440,5	1 725,0	1 875,0	290,5
60.54	A	Verrichtingen van het Fonds voor schoolgebouwen van het gesubsidiëerd officieel onderwijs, gestijfd door de rekening geopend bij het Gemeentekrediet van België bij toepassing van artikel 8, § 4 van het decreet d.d. 5 februari 1990 met betrekking tot de schoolgebouwen (<i>afzonderlijk beheer</i>). Dat fonds wordt aanvullend gestijfd door overdrachten van de volgende B.A. : O.A. 89 - B.A. 01.02	1 455,6	620,0	700,0	1 375,6
		Totalen voor hoofdstuk I	1 896,1	2 345,0	2 575,0	1 666,1
		Hoofdstuk II				
		Fondsen gestijfd door eigen ontvangsten				
66.48	B	Fonds voor de scholing van de personen die in de landbouw werkzaam zijn en voor sociale en economische voorlichting (koninklijk besluit van 23 augustus 1974)	-73,5	3,5	--	-70,0
66.49	A	Uitvoering van koninklijk besluit nr. 25 van 24 maart 1982 houdende een programma ter bevordering van de werkgelegenheid in de non-profit sector. (Thesaurievoorschotten kunnen worden toegekend tot beloop van het totaal bedrag van de overeenkomsten die betrekking hebben op de sector en bedoeld zijn in artikel 9 van voormeld koninklijk besluit nr. 25)	-44,5	25,0	--	-19,5
		Totalen voor hoofdstuk II	- 118,0	28,5	--	-89,5
		Totalen voor de afzonderlijke sectie	1 778,1	2 373,5	2 575,0	1 576,6

Diensten met afzonderlijk beheer**Art. 70.02.C — Samengevoegde begrotingen
van de gemeenschapsdiensten met afzonderlijk beheer in het gemeenschapsonderwijs**

(Op grond van het gerealiseerde dienstjaar 1993)

(In miljoenen frank)

1.	Saldo op 1 januari 1997	2 115,0
2.	Ontvangsten	
2.1.	Lopende verrichtingen	4 984,1
2.2.	Kapitaalverrichtingen	58,1
2.3.	Verrichtingen voor orde	187,2
3.	Uitgaven	
3.1.	Lopende verrichtingen	4 930,4
3.2.	Kapitaalverrichtingen	69,0
3.3.	Verrichtingen voor orde	119,7
4.	Saldo op 31 december 1997 (1) + (2) - (3)	2 225,3

**Art. 70.04.C. — Samengevoegde begrotingen van de gemeenschapsdiensten
met afzonderlijk beheer voor de PMS-centra van het gemeenschapsonderwijs**

(Op grond van het gerealiseerde dienstjaar 1994)

(In miljoenen frank)

1.	Saldo op 1 januari 1997	114,5
2.	Ontvangsten	
2.1.	Lopende verrichtingen	113,6
2.2.	Kapitaalverrichtingen	0,3
2.3.	Verrichtingen voor orde	--
3.	Uitgaven	
3.1.	Lopende verrichtingen	97,9
3.2.	Kapitaalverrichtingen	9,1
3.3.	Verrichtingen voor orde	--
4.	Saldo op 31 december 1997 (1) + (2) - (3)	121,4

**Art. 70.20.C. — Onderwijsinstellingen ressorterend onder het Ministerie van Onderwijs
Exploitatiefonds (Hoeve van "Faculté des Sciences agronomiques de Gembloux")**

(In miljoenen frank)

1.	Saldo op 1 januari 1997	13,3
2.	Eigen ontvangsten in het jaar	6,9
3.	Uitgaven	6,5
4.	Saldo op 31 december 1997 (1) + (2) - (3)	13,7

Art. 70.21.C. — "Centre technique de l'enseignement de la Communauté française"
(Technisch centrum voor het onderwijs van de Franse Gemeenschap) - Frameries

(In miljoenen frank)

1	Saldo op 1 januari 1997	10,0
2.	Ontvangsten	
2.1.	Lopende verrichtingen	69,1
2.2.	Kapitaalverrichtingen	4,8
2.3.	Verrichtingen voor orde	--
3.	Uitgaven	
3.1.	Lopende verrichtingen	62,7
3.2.	Kapitaalverrichtingen	4,8
3.3.	Verrichtingen voor orde	--
4.	Saldo op 31 december 1997 (1) + (2) - (3)	16,4

Art. 70.22.C. — "Centre d'auto-formation et de formation continue"
(Centrum voor zelfopleiding en voortgezette opleiding) - Tihange

(In miljoenen frank)

1	Saldo op 1 januari 1977	4,4
2.	Ontvangsten	
2.1.	Lopende verrichtingen	20,5
2.2.	Kapitaalverrichtingen	1,0
2.3.	Verrichtingen voor orde	--
3.	Uitgaven	
3.1.	Lopende verrichtingen	19,4
3.2.	Kapitaalverrichtingen	1,0
3.3.	Verrichtingen voor orde	--
4.	Saldo op 31 december 1997 (1) + (2) - (3)	5,5

TABEL III. — Openbare schuld van de Franse Gemeenschap

(In miljoenen frank)

	Niet-gesplitste kredieten	Gesplitste kredieten		Veranderlijke kredieten
		Vastlegingskredieten	Ordonneringskredieten	
ORGANISATIE - AFDELING 30				
Directe schuld				
Programma 0	Administratieve bestaansmiddelen	15,0	--	--
Programma 1	Dienst voor de directe schuld	7 582,3	--	--
Totalen voor de Organisatie - Afdeling 30.....		7 597,3	--	--

(In miljoenen frank)

	Niet-gesplitste kredieten	Gesplitste kredieten		Veranderlijke kredieten	
		Vastlegingskredieten	Ordonneringskredieten		
ORGANISATIE - AFDELING 35					
Schuld voortvloeiend uit de onroerende investeringen van de universitaire instellingen					
Programma 1	Dienst voor de indirecte schuld.....	1 338,5	--	--	--
Totalen voor de Organisatie - Afdeling 35.....		1 338,5	--	--	--
ORGANISATIE - AFDELING 36					
Schuld voortvloeiend uit de leningen van de instellingen van openbaar nut ten laste genomen door de Franse Gemeenschap					
Programma 1	Dienst voor de indirecte schuld.....	248,9	--	--	--
Totalen voor de Organisatie - Afdeling 36.....		248,9	--	--	--
Totaal tabel III		9 184,7	--	--	--

TABEL IV. — Dotaties aan het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie

(In miljoenen frank)

	Niet-gesplitste kredieten	Gesplitste kredieten		Veranderlijke kredieten	
		Vastlegingskredieten	Ordonneringskredieten		
ORGANISATIE - AFDELING 11					
Dotaties aan het Waalse Gewest en aan de Franse Gemeenschapscommissie					
Programma 1	Dotaties aan het Waalse Gewest en aan de Franse Gemeenschapscommissie.....	17 761,0	--	--	--
Totalen voor de Organisatie - Afdeling 11.....		17 761,0	--	--	--
Totaal tabel IV		17 761,0	--	--	--

TITEL VII. — *Instellingen van openbaar nut*

"Agence de Prévention du SIDA"
(Bureau voor AIDS-preventie van de Franse Gemeenschap)

Ontvangsten

(in duizendtallen frank)

HOOFDSTUK 42. — <i>Opbrengsten voortvloeiend uit de uitoefening van de statutaire opdracht</i>	
411.01	Verkoop van documenten en abonnementen..... 700
411.02	Diversen..... 2 100
411.03	Terugbetaling wedden gedetacheerden..... 1 620
411.04	Buitengewone ontvangsten..... 2 000
414.01	Giften en legaten..... 100
<hr/>	
	Totaal hoofdstuk 42..... 6 520
HOOFDSTUK 45. — <i>Tegemoetkoming van de Franstalige overheidssector, van de provincies, de gemeenten, de fondsen</i>	
450.01	Bijdrage van de Franse Gemeenschap..... 131 500
<hr/>	
	Totaal hoofdstuk 45..... 131 500
<hr/>	
	Totaal van de ontvangsten..... 138 020

Uitgaven

HOOFDSTUK 51. — <i>Bedragen die uit te keren zijn aan personen verbonden aan de instelling</i>	
511.01	Bruto-bezoldiging, vakantiegeld en eindejaarstoelage, treinabonnementen..... 16 600
511.04	Sociale lasten, Ciger, Vorming, IDB, administratieve gezondheidsdienst, pensioenen..... 5 100
<hr/>	
	Totaal hoofdstuk 51..... 21 700
HOOFDSTUK 52. — <i>Bedragen die uit te keren zijn aan derden voor prestaties, leveringen, werken, enz. die betrekking hebben op diensten of goederen die niet voor inventarisatie in aanmerking komen</i>	
521.01	Huur, verhuizing, inrichting..... 3 550
521.02	Schoonmaak, onderhoud en verwarming..... 1 000
521.03	Opdrachtkosten..... 400
521.04	Verzekeringen..... 400
522.01	Kantoor, (econoomaat, telefoon, posten,)..... 1 950
526.01	Andere prestaties en werken door derden..... 500
<hr/>	
	Totaal hoofdstuk 52..... 7 800

HOOFDSTUK 53. — *Uitgaven die aan derden te betalen zijn
als gevolg van de uitoefening door de instelling van haar statutaire opdracht*

532	Bijzondere uitgaven	
532.01	Programma-overeenkomsten.....	83 000
532.02	Media-campagnes en diverse uitgaven in verband met de opdrachten van de instelling.....	14 600
532.03	Speciale acties, gedecentraliseerde animaties.....	2 000
532.04	Produceeren, drukken en verspreiden van pedagogische middelen (stripverhalen, dossiers, folders,...).....	5 300
532.05	Documentatiecentrum.....	270
532.06	Wetenschappelijk onderzoek en evaluaties.....	1 600
532.07	Andere prestaties en werken door derden.....	850
534.01	Ristorino's en non-valeurs.....	100
	Totaal hoofdstuk 53.....	107 720

HOOFDSTUK 54. — *Uitgaven op inkomsten met speciale bestemmingen*

540.01	Projecten die voor 1997 te bepalen zijn.....	100
	Totaal hoofdstuk 54.....	100

HOOFDSTUK 55. — *Bedragen die aan derden te betalen zijn
voor de aankoop van vermogensgoederen*

550.02	Meubilair.....	200
550.04	Materieel.....	500
	Totaal hoofdstuk 55.....	700

Totaal van de uitgaven..... 138 020

"Commissariat General aux Relations Internationales"
(Commissariaat-Generaal voor Internationale Betrekkingen
van de Franse Gemeenschap)

(In duizendtallen frank)

Ontvangsten

HOOFDSTUK 41. — *Opbrengsten voortvloeiend uit de uitoefening
van de statutaire opdracht van het "Commissariat Général"*

411.02	Functionele inkomsten.....	18 191
411.09	Recuperaties.....	82 301
413.01	Intresten op beleggingen.....	9 700
414.01	Uitzonderlijke inkomsten.....	7 000

HOOFDSTUK 43. — *Opbrengsten uit de verkoop van vermogensgoederen*

432.01	Opbrengsten uit de verkoop van roerende goederen.....	p.m.
--------	---	------

HOOFDSTUK 45. — *Tegemoetkoning van de overheidssector*

452.01	Bijdrage van de Franse Gemeenschap.....	804 500
--------	---	---------

HOOFDSTUK 49. — *Ontvangsten voor orde*

91.01	Diversen.....	10 000
	Totaal van de ontvangsten.....	931 692
	Vermeerderd met de op 31 december 1996 beschikbare kredieten.....	55 871
		987 563

Uitgaven

HOOFDSTUK 51. — *Bedragen die uit te keren zijn aan personen verbonden aan de instelling*

511.01	Bezoldiging van het personeel, met inbegrip van de sociale lasten.....	256 132
511.05	Sociale dienst.....	794
511.06	Aanvullende verzekering - Patronale tussenkomst.....	1 600
511.07	Beroepsopleiding.....	470
511.08	Vergoedingen tot dekking van werkelijke lasten.....	5 000
511.09	Vergoedingen die geen werkelijke lasten dekken. Overuren met inbegrip van de bedrijfsvoorheffing.....	1 600
511.10	Provisie pensioen (Werkgeversaandeel).....	15 000
	Totaal hoofdstuk 51.....	280 596

HOOFDSTUK 52. — *Bedragen die uit te keren zijn aan derden voor prestaties, leveringen en werken die betrekking hebben op diensten of goederen die niet voor inventarisatie in aanmerking komen*

521.01	Huur der lokalen en lasten - Huur + lasten (Energieverbruik inbegrepen).....	50 600
521.02	a) Huur van materieel en meubilair.....	2 900
	b) Huur en leasing van voertuigen.....	1 700
521.03	Inrichting, onderhoud en herstelling van de lokalen.- Onderhoud en herstelling van de lokalen.....	4 000
521.04	a) Onderhoud en herstelling van materieel en meubilair.....	2 800
	b) Onderhoud en herstelling van voertuigen.....	850
521.05	Verzekeringen.....	3 500
521.07	Consumptieproducten (brandstoffen).....	700
521.09	Diversen.- Diverse kosten (lokale, materieel, voertuigen).....	125
522.01	Bureau-onkosten.- Bureau-onkosten, econoomaat, telefoon en telex, frankering, documentatie, bankkosten, fiscale zegels.....	15 940
524.01	Erelonen advocaten, deskundigen.....	1 900
525.01	Terugbetaling van leningen.....	p.m.
	Totaal hoofdstuk 52.....	85 015

HOOFDSTUK 53. — *Uitoefening door de instelling van haar statutaire opdracht*

532	Uitgaven van alle aard in verband met de bevordering van de buitenlandse acties van de Franse Gemeenschap :	
532.01	Maandelijks tijdschrift " Présences " - Tijdschrift " Wallonie-Bruxelles ".....	11 430
532.02	Aankoop, huur van stands, huur van ruimte in de kranten, enz.....	4 750
532.04	Productie van videogrammen, afdrukken van brochures en folders.....	4 300
532.05	Aankoop van kentekens, vlaggen en geschenken.....	400
	Totaal artikel 532.....	2 880

533	Vertegenwoordiging van de Franse Gemeenschap in het buitenland :	
533.01	Uitgaven van alle aard betreffende het " Centre Wallonie-Bruxelles" te Parijs.....	24 405
533.02	Uitgaven van alle aard betreffende de "Délégation Wallonie-Bruxelles" in Quebec.....	6 626
533.03	Uitgaven van alle aard betreffende de "Délégation générale Wallonie-Bruxelles ", belast met de franstalige en multilaterale zaken.....	10 067
533.04	Uitgaven van alle aard betreffende de "Délégation Wallonie-Bruxelles", in Kinshasa.....	9 312
533.05	Uitgaven van alle aard betreffende de "Délégation Wallonie-Bruxelles", te Genève.....	6 267
533.07	Uitgaven van alle aard betreffende de "Délégation Wallonie-Bruxelles", te Tunis.....	3 415
533.08	Uitgaven van alle aard betreffende de "Délégation Wallonie-Bruxelles", te Dakar.....	4 528
533.11	Uitgaven van alle aard betreffende de "Délégation Wallonie-Bruxelles", bij de Europese Unie.....	1 236
533.14	Uitgaven van alle aard betreffende de "Délégation Wallonie-Bruxelles", te Praag.....	5 493
533.15	Uitgaven van alle aard betreffende de "Délégation Wallonie-Bruxelles" te Hanoi.....	5 400
533.99	Uitgaven van alle aard betreffende de "Délégation Wallonie-Bruxelles" in het buitenland...	1 610
	Totaal artikel 533.....	78 359
534	Multilaterale sector :	
534.01	BIJDRAGEN	
534.01.01	a) AUPELF- Toelage aan de Vereniging der Universiteiten die volledig of gedeeltelijk franstalig zijn (zetel te Montréal).....	3 500
	b) AUPELF- Internationaal Fonds voor universitaire samenwerking.....	1 000
534.01.02	CILF- Toelage aan de "Conseil international de la langue française" (zetel te Parijs).....	1 200
534.01.03	"Union des Editeurs" - Toelage aan de "Union des Editeurs de langue française" (zetel te Brussel).....	200
534.01.04	"Fédération des professeurs de français" - Toelage aan de "Fédération internationale des professeurs de français " (zetel te Parijs).....	100
534.01.05	CONFESJES- Toelage aan de " Conférence des Ministres de l'Education, de la Jeunesse et des Sports des pays d'expression française " (zetel te Dakar).....	750
534.01.06	ACCT- Toelage aan de "Agence de Coopération Culturelle et Technique " (zetel te Parijs).....	96 663
534.01.07	CAMES- Toelage aan de "Conseil africain et malgache pour l'enseignement supérieur" (zetel te Ouagadougou).....	850
534.01.08	FEJ. - (EFJ)- Toelage aan het Europees Fonds voor de Jeugd (zetel te Straatsburg).....	1 360
	Totaal Bijdragen.....	105 623
534.02	ACTIES	
534.02.01	Internationale colloquia, ontmoetingen, enz.: a) binnen de Franse Gemeenschap.....	2 185
	b) in het buitenland.....	2 810
534.02.02	Diverse activiteiten in het multilaterale kader : a) Europese Unie.....	17 335
	b) Raad van Europa.....	3 250
	c) UNESCO.....	1 990
	d) OESO.....	1 090
	e) Francophonie.....	2 910
	f) Andere internationale organisaties.....	1 190
534.02.04	Uitgaven van alle aard met betrekking tot de acties die gevoerd worden met het oog op het opvolgen van de Topontmoetingen van de Staats- en Regeringshoofden die het gebruik van de Franse taal gemeen hebben.....	44 990
534.02.05	Organisatie van een biënnale voor poëzie.....	500
	Totaal Acties.....	78 250
	Totaal artikel 534.....	183 873

535	Bilaterale internationale betrekkingen van de Franse Gemeenschap van België :	
535.01	Kosten voor opdrachten en ontvangst van deskundigen of groepen.- Beurzen	186 825
535.02	Uitgaven van alle aard en overdrachten in verband met de bevordering van jeugd- uitwisselingen.....	15 735
535.03	Acties tot bevordering van onderwijs en opleiding in het buitenland	73 600
	Totaal artikel 535.....	276 160
536	Lopende uitgaven voor onderwijs en onderzoek, verspreiding van kunst en letterkunde en culturele en socio-culturele uitwisselingen en de samenwerking inzake sociale en gezondheidsmateries :	
536.01	Culturele sector	34 680
536.02	Sector onderwijs en opleiding.....	1 100
536.03	Sector persoonsgebonden aangelegenheden.....	14 500
	Totaal artikel 536.....	50 280
537	Bijzondere uitgaven :	
537.01	Ristorno's en non-valeurs	p.m.
	Totaal artikel 537.....	--
	Totaal hoofdstuk 53.....	609 552
<i>HOOFDSTUK 55. — Aankoop van vermogensgoederen</i>		
550.01	Onroerende goederen.....	--
550.02	Nieuwe aankopen (materieel, meubilair, auto's).....	1 000
550.03	Aankoop en huur van informatica-apparatuur	400
550.04	Aankoop van uitrustingen bestemd voor het buitenland.....	1 000
	Totaal hoofdstuk 55.....	2 400
<i>HOOFDSTUK 56. — Aan derden te betalen bedragen ten gevolge van financiële verrichtingen in hoofdsom</i>		
560.01	Aflossing van leningen.....	p.m.
	Totaal hoofdstuk 56.....	--
<i>HOOFDSTUK 59. — Uitgaven voor orde</i>		
591.01	Diversen.....	10 000
	Totaal hoofdstuk 59.....	10 000
	Totaal van de uitgaven.....	987 563